TAKERAT AMMAR, FRONT EL MOUSTAKBAL :

“CES ÉLECTIONS SONT CELLES DU VOTE DE L’AVENIR”

Page 3

BILAN CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

305 NOUVEAUX CAS ET 8 DÉCÈS EN 24 HEURES

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI Libre

L’info, rien que l’info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

N° 4271 | Mercredi 2 juin 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

AGRESSION D'UN CONTRÔLEUR DE LA SNTF

LE TRAFIC FERROVIAIRE PERTURBÉ

Page 4

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

853.391 ÉLÈVES FACE À LEURS COPIES

Page 5

CAMPAGNE ÉLECTORALE

LES “BOYCOTTEURS” FUSTIGÉS

Page 3

DJAMEL BELMADI

"LES TROIS MATCHS AMICAUX SONT TRÈS IMPORTANTS"

Page 16

AIR ALGÉRIE

REPRISE DES VOLS INTERNATIONAUX APRÈS PLUS DE 14 MOIS D’ARRÊT

Page 5

Repères %

2
mille agents saisonniers pour encadrer la saison estivale à Jijel.

33
plages ouvertes cette saison à la baignade dans la wilaya d'Oran.

147
147 grammes de cocaïne saisis par la BRI dans la wilaya d'Oran.

Un service d'hémodialyse ouvre à l'hôpital de Bouhmama à Khenchela

Un service d'hémodialyse a vu le jour au sein de l'hôpital Houari-Boumediene de la commune de Bouhmama dans la wilaya de Khenchela. C'est ce qu'a appris l'APS auprès du directeur local de la Santé et de la Population de la wilaya de Khenchela, Lazhar Mordjane. Ce dernier a précisé que "*la mise en exploitation du nouveau service d'hémodialyse et de traitement de l'insuffisance rénale, équipé de cinq appareils nécessaires à la prise en charge des malades, a été présidée par le wali de Khenchela, Ali Bouzid*". Ce nouveau service d'hémodialyse est destiné, avant tout, à "*prendre en charge les dizaines de patients souffrant d'insuffisance rénale issus des différentes communes de la daïra de Bouhmama*", a indiqué le même responsable. Lazhar Mordjane, soulignera en outre, que cette "*nouvelle structure aura pour objectif d'atténuer la pression exercée sur le service d'hémodialyse de l'hôpital de la commune de Kaïs qui accueillait en plus de ses patients ceux issus des communes de Bouhmama*".

L'AND ouvre une antenne à constantine

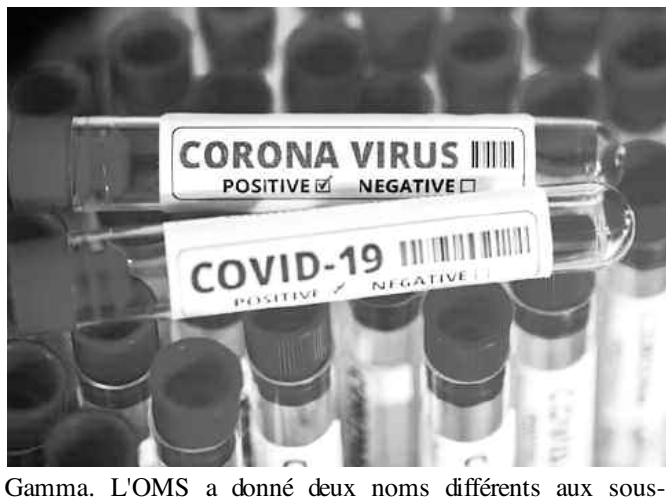
Une antenne régionale de l'Est relevant de l'Agence nationale des déchets (AND) a été ouverte dans la wilaya de Constantine.

L'ouverture de cette nouvelle infrastructure dédiée au renforcement des recherches et des efforts nationaux en matière de gestion, traitement et valorisation des déchets à travers 14 wilayas de l'Est a eu lieu en présence du directeur général de l'Agence nationale des déchets.

L'ouverture de cette antenne s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de déploiement engagé par cet organisme considéré comme l'outil de la mise en œuvre de la politique nationale de gestion des déchets. Les antennes régionales de l'AND auront pour mission de renforcer les liens avec les différents acteurs dont les collectivités locales notamment et d'assurer l'accompagnement nécessaire à la réussite de la politique nationale de gestion des déchets. L'antenne régionale Ouest est déjà opérationnelle à Oran et il est prévul'ouverture de structures similaires à Bordj-Bou-Arréridj pour une partie de la région centre du pays, à Ghardaïa pour la région nord-sud, puis à Tamanrasset pour le Grand Sud avec l'éventualité de créer des bureaux de wilaya de l'AND là où le besoin en sera exprimé.

Des lettres grecques pour nommer les variants du Covid-19

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décidé d'attribuer des lettres grecques aux variants du Covid-19 dont les noms scientifiques sont compliqués à retenir. L'idée est d'avoir des noms "*faciles à prononcer et à retenir*", mais aussi d'éviter que le grand public et les médias utilisent des appellations "*stigmatisantes et discriminatoires*" faisant référence au lieu où les premiers cas de variant ont été détectés. Aux États-Unis par exemple, les attaques contre les personnes d'origine asiatique se sont multipliées, Donald Trump, qui était Président pendant la première année de la pandémie, ayant tout fait pour rejeter la seule faute sur la Chine, où le nouveau coronavirus a été détecté pour la première fois. Il parlait souvent du virus chinois. Les noms scientifiques continueront d'exister car ils fournissent des données utiles aux experts, mais l'OMS ne les utilisera plus dans sa communication quotidienne. Et l'organisation encourage vivement les autorités nationales, les médias et autres à adopter les nouveaux noms. Ainsi, le variant B.1.1.7, d'abord identifié au Royaume-Uni, a été baptisé Alpha, le B.1.351, identifié pour la première fois en Afrique du Sud, devient Beta, et le variant P.1, détecté au Brésil,



Gamma. L'OMS a donné deux noms différents aux sous-lignées distinctes du variant B.1.617, qui a ravagé l'Inde et s'est étendu à des dizaines de pays : B.1.617.2 devient ainsi Delta, et B.1.617.1 devient Kappa.

Dixit

Abdallah Djaballah

"La décision du FJD de participer aux prochaines législatives vise la sensibilisation du peuple et son encouragement à aller voter pour opérer le changement et instaurer une bonne gouvernance en plébiscitant des candidats compétents et intègres..."

Un requin blanc s'invite sur le bateau d'un pêcheur

Terry Selwood, 73 ans, a eu la frayeur de sa vie. Alors qu'il pêchait tranquillement à Evans Head, dans l'est de l'Asutralie, un requin blanc a bondi hors de l'eau pour se retrouver sur le bateau de Terry, le blessant à l'avant-bras au passage.
Il a pu appeler les secours qui l'ont transféré vers l'hôpital où il a été pris en charge. Cette aventure insolite ne lui a pourtant pas coupé l'envie de repartir à la pêche.

Une chèvre blessée se présente à une station... d'ambulances

Les sauveteurs ont pris en charge une chèvre sauvage qui s'était rendue d'elle-même à une station d'ambulances à Birobidjan, en Russie. La chèvre était blessée aux pattes.
Le médecin en chef a pris l'animal chez lui pour le soigner avant de lui render sa liberté.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les "boycotteurs" fustigés

Depuis le début de la campagne électorale pour les législatives anticipées du 12 juin, les partis ayant décidé de boycotter le scrutin ou ceux ayant tout simplement opté pour la non-participation sont régulièrement critiqués par les partis, et les indépendants concernés par le scrutin.

PAR KAMAL HAMED

En effet l'ombre des "boycotteurs" n'a cessé de planer sur cette campagne électorale, entamée le jeudi 20 mai et qui prendra fin le mardi 8 juin, soit 3 jours avant la date du scrutin.

Cette question figure en bonne place dans les discours des parties qui participent à ce rendez-vous électoral. En somme c'est devenu presque un thème de la campagne électorale évoqué au même titre que d'autres questions.

Selon certains observateurs c'est même un théme "*incontournable*" pour certains. A l'évidence, cet intérêt pour ces partis politiques qui ont préféré rester à l'écart de la course électorale s'explique par plusieurs raisons.

Des raisons qui transparaissent d'ailleurs fortement dans les discours électoraux développés par les uns et les autres. En somme il y a plusieurs catégories dont le point commun reste, toutefois, la critique vis-à-vis de l'option du boycott prôné par quelques formations politiques.

Ainsi il y a une catégorie qui n'hésite pas à fustiger avec véhémence la démarche des "boycotteurs" et certains vont encore plus loin en leur reprochant, ainsi, d'avoir une attitude qui est loin de refléter un quelconque lien avec le nationalisme et le patriotisme.

Autant dire qu'il leur est presque reproché d'avoir, par cette démarche, trahi la patrie qui traverse une période par trop difficile qui aurait nécessité la participation de tous au rendez-vous électoral en vue de souder davantage la nation algérienne. Au sein de cette catégorie l'on retrouve notamment les anciens satellites du régime déchu de Bouteflika qui veulent ainsi se refaire une virginité en croyant qu'avec ce type de discours ils vont se rapprocher des tenants du nouveau régime. Le "Hirak", assimilé à ces partis boycotteurs est par voie de conséquence diabolisé à outrance. D'autres partis, classés dans la deuxième catégorie, se montrent, eux, prudents dans leurs critiques préférant développer des arguments politiques pour désavouer la démarche de boycott du scrutin du 12 juin prochain.

C'est le cas de certains partis ayant une certaine assise et qui ne sont pas connus pour avoir trempé dans les magouilles de l'ancien régime.

Pour ces partis la participation aux élections aurait conforté davantage la transparence du scrutin et barrer la route à toute tentative de fraude électorale. "*Le boycott risque de conforter l'autocratie au lieu de favoriser la démocratie*" dira, ainsi, Abdallah Djaballah, président du FJD, lors d'un de ses meetings. Abderazak Makri, le président du MSP, abonde presque dans le même sens en estimant que les "*nationalistes algériens participaient aux élections du temps de la France coloniale tout en sachant pertinemment que la fraude sera de mise*". Rappelons que le FFS, le PT, le RCD et d'autres partis politiques font partie des "boycotteurs".

K. H.

TAKERAT AMMAR, FRONT EL MOUSTAKBAL :

"Ces élections sont celles du vote de l'avenir"

PAR RACIM NIDAL

Plaidant pour le respect primordial de "*la voix de l'électeur*", Ammar Takerat, du Front El Moustakbal (FEM), avoue "*militer pour la crédibilité des élections qui constituent*", selon lui, "*une étape très importante à ne pas rater*".

Nous y "*prenons part et nous militons également pour la crédibilité des élections*", martèle l'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, considérant que ces élections sont pour le Front El Moustakbal qu'il représente celle de : "*Voter l'avenir*", allusion au mot d'ordre arrêté par la direction de la formation politique menée par Abdelaziz Belaïd, pour la campagne électorale.

Campagne où il est prôné des slogans tels "*la stabilité politique et socioéconomique, le dialogue inclusif et la prospérité de l'Algérie*".

Rejetant toute forme de blocage, l'orateur affirme que "*l'enjeu de ces échéances est le rétablissement de la confiance du citoyen*".

Il précise que le Front El Moustakbal revendique "*une Assemblée de nouveaux partis avec de nouvelles têtes*".

L'invité de la chaîne 3 s'attend à l'émergence, le 12 juin, d'une véritable APN contre-pouvoir qui "*pourra contrôler et légiférer avec un personnel politique ayant la volonté de défendre sa voix et qui saura proposer des lois justes et honnêtes*".

Nous sommes pour une "*Assemblée crédible et non un rassemblement d'élus de circonstance pour le recyclage et/ou la promotion d'un certain statut social individuel*", soutient-il. Pour y arriver, le représentant du FEM dit que les "*partis devraient proposer des candidats incorruptibles, intègres, crédibles, qui plus est respectueux et contrôlés par le parti*".

Cela pour dire que les candidats du Front El Moustakbal ont "*souscrit à une charte de déontologie qui consacre des principes à respecter scrupuleusement, et où le cas échéant le futur député sera exclu du parti et son mandat révoqué*".

S'exprimant sur les multiples dangers qui guettent l'Algérie, Ammar Rakerat témoigne que "*les menaces sur l'Algérie sont visibles et vont de pair en interne comme en externe*", qualifiant de "*borgne celui qui ne les voit pas ou ne veut pas les voir*".

R. N.

PROTECTION DE L'ENFANT CONTRE TOUTE FORME DE VIOLENCE

Djerad appelle à redoubler d'efforts

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a insisté, hier, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour protéger les enfants contre toute forme de violence et de créer un environnement propice à leur éducation pour les préparer à une vie meilleure.

"*Les enfants font l'équilibre de ce monde avec leur spontanéité, leur honnêteté et leur pureté*", a écrit Djerad sur sa page *Facebook*.

Et d'ajouter : "*Les enfants sont notre avenir, que nous voulons plus beau, nous devons donc redoubler d'efforts pour les protéger contre toute forme de violence et créer un environnement propice à leur éducation pour les préparer à une vie meilleure, quelles que soient leurs conditions de santé ou sociales*".

"*Mettons l'Algérie dans leur ligne de mire, car chaque vœu qu'on leur adresse est un vœu pour célébrer la vie. Nous souhaitons, chaque année, paix et bonheur pour tous les enfants de l'Algérie et du monde entier*", a conclu Djerad dans son message.

PAIEMENT DES DETTES DES MICRO-ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

210 dossiers supplémentaires validés

L'Agence nationale d'appui au développement de l'entreprenariat "Anade", (ex-Ansej) a validé 210 dossiers supplémentaires pour le paiement des dettes des micro-entreprises en difficulté, soit plus de 29 milliards de centimes, sur 500 dossiers examinés, a indiqué un communiqué du ministère délégué chargé des petites et moyennes entreprises.

Selon la même source, une septième séance de travail de la commission de garantie s'est tenue au siège de l'Anade, en présence des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques et de l'Anade.

Lors de cette réunion, 500 dossiers soumis par des représentants de banques ont été examinés et 210 ont été validés pour le paiement des dettes des micro entreprises concernées avec plus de 29 milliards de centimes, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux axes stratégiques tracés pour la relance du dispositif de l'Anade et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté en assurant le remboursement de leurs dettes ou en relançant leurs activités.

Le ministère a rappelé que 285 dossiers ont été reportés, les entreprises concernées étant en activité, pour les réexaminer et les accompagner à travers le rééchelonnement de leurs dettes et des plans de charge pour relancer leurs activités sur la base des accords conclus.

Deux dossiers concernant deux micro-entreprises ont été définitivement réglés par le remboursement de leurs dettes auprès des banques et de l'Anade, selon la même source qui a précisé que 3 dossiers ont été retournés aux banques pour non-respect des conditions de paiement.

A cette occasion, le ministère a indiqué, que le nombre de micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés durant sept séances, s'élève à 3.515 dossiers.

R. N.

COURS DU PÉTROLE

Bond prodigieux du Brent

Le baril de Brent de la mer du Nord a fait un bon prodigieux, hier à Londres, atteignant un niveau de prix, qui n'a été plus enregistré depuis deux ans et demi. Ainsi, pour sa livraison en août il valait 70,76 dollars à Londres, en hausse de 2,08 % par rapport à la clôture de la veille.
De son côté, le baril de WTI pour le mois de juillet atteignait à New- York, les 68,14 dollars, soit une hausse de 2,74 %.
Cette progression remarquable, expliquent des experts, est liée à l'optimisme qui s'est emparé du marché du brut mardi à quelques heures du sommet de l'Opep+.

AGRESSION D'UN CONTRÔLEUR DE LA SNTF

Le trafic ferroviaire perturbé

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé, hier, des perturbations et des retards sur les trains de la banlieue d'Alger, en raison d'un mouvement de protestation du personnel, déclenché suite à l'agression d'un contrôleur au niveau de la gare de Mouzaïa, par un voyageur en situation de fraude.
"La SNTF déplore ce jour, mardi 1er juin 2021, à 10h, l'agression d'un contrôleur au niveau de la gare de Mouzaïa, par un voyageur en situation de fraude.
Ce comportement déplorable a conduit le personnel des trains à déclencher un mouvement de protestation, en solidarité avec leur collègue victime de cet acte inadmissible, qui a été sévèrement blessé et évacué à l'hôpital", a précisé la même source.
Par conséquent, tous les trains de la banlieue d'Alger vont subir des retards et des perturbations durant cette journée, a précisé la SNTF.

FRAIS DU CONFINEMENT SANITAIRE

Air Algérie fixe le nouveau tarif à 30.300 dinars

La direction d'Air Algérie a annoncé, mardi, dans un communiqué, le nouveau tarif applicable pour le confinement sanitaire au niveau des hôtels réservés pour l'accueil des ressortissants algériens en provenance de l'etrangers.
Le nouveau prix est de 30.300 dinars par voyageur, alors que les étudiants et les personnes à faible revenu sont carrément dispensés de frais, à charge pour elles de déposer leur demande d'exonération au niveau des représentations diplomatiques, accompagnée des justificatifs.
Lors du dernier Conseil des ministres et suite à des protestations des membres de la communauté nationale à l'étranger, devant les représentations diplomatiques, pour dénoncer le caractère "*exorbitant*" de ces tarifs, le Président Tebboune a ordonné de les réduire de 20 %, soit 30.300 dinars au lieu de l'équivalent de 50.000 dinars en euros.

R. N.

CONTRÔLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

Le droit de regard des citoyens avalisé

Les citoyens algériens seront associés au contrôle du budget de l'État lors des prochaines lois de finances. Pour consacrer plus de transparence, la récente disposition signée par le président de la République prévoit ainsi de mettre fin à l'opacité autour de la gestion des deniers publics.

PAR FAYCAL ABDELGHANI

C'est un changement radical qui est annoncé à partir de 2023 où la loi organique numéro 18-15 relative au règlement budgétaire va associer dans l'une de ses dispositions le suivi des citoyens du budget de l'État.
D'habitude, cette mission est attribuée aux membres de l'Assemblée nationale sauf que cette fois-ci, on parle carrément d'une notion de "budget citoyen".
Elle va permettre, selon les récentes dispositions à tous les citoyens, d'avoir accès aux différents budgets, endettement, niveau de déficit budgétaire et les indicateurs propres aux projets de financements de tous les secteurs d'activité.
Cette ouverture consacrée par l'approbation du chef de l'État en tant que premier responsable des finances publiques est une première dans les annales de l'Algérie.
Les questions financières qui sont discutées uniquement au niveau des ministères techniques ne seront plus exclusives ni décidées à huis-clos. Le simple citoyen pourra dorénavant accéder à ces informations à travers un document explicatif qui sera rendu public lors des débats sur la loi de finances.
Selon cette directive, il sera question, à partir de 2023 - date d'entrée de la loi organique du règlement budgétaire - de "*publier dans une version simplifiée tout ce qui se rapporte à la gestion des fonds publics, les portefeuilles de programmes de chaque département ministériel et les allocations de ressources selon les besoin de chaque secteur d'activité*".
Ce nouveau mode opératoire va permettre également d'inscrire plus de transparence sur les chiffres et indices des finances publiques et de savoir exactement où se situent les abus et dérives dans la gestion du budget de l'État.
Mieux, il est prévu selon les responsables du Trésor public et la direction générale du budget des "*ateliers de formation des participants parmi les citoyens pour s'enquérir des modalités d'élaboration de la loi de finances et la gestion des deniers de l'État*".
Un autre point sur lequel il est prévu plus de changement, c'est celui de la liberté de gestion accordée aux différents responsables de la gestion des finances publiques mais qui seront conditionnés par "*les résultats d'efficacité et doivent rendre compte de l'impact des projets financiers à travers des interventions directes avec les citoyens*".
Les walis ont été instruits dernièrement de vulgariser cette nouvelle démarche dans tout le pays et de créer le cadre approprié pour un maximum de participants.

F. A.

CONTRAT D'ACHAT ET DE VENTE DE GAZ NATUREL AVEC ENI

Sonatrach signe un avenant

La compagnie nationale des hydrocarbures a annoncé, hier, dans un communiqué, la signature à Alger, d'un avenant au contrat d'achat et de vente de gaz naturel liant le groupe Sonatrach et le groupe Eni en 1977.
Cet avenant au contrat de vente de gaz, qui fixe les conditions commerciales de la livraison de gaz naturel pour l'année gazière 2021-2022, a été signé en marge d'une rencontre entrant dans le cadre des rencontres périodiques relative à l'examen des projets entre Sonatrach et Eni, a ajouté la même source. Cet avenant définit les principes de livraison par Sonatrach à Eni de volumes additionnels sur le marché italien, a ajouté le communiqué.
Selon Sonatrach, cet avenant "*réaffirme l'engagement des deux parties à consolider leurs relations existantes et poursuivre leur partenariat traditionnel marquant une nouvelle fois leurs volontés à renforcer la coopération de long terme entre les deux compagnies*".
S'agissant de la rencontre, tenue mardi au siège de Sonatrach, elle s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques relatives à l'examen des projets entre Sonatrach et Eni, au cours de laquelle les deux compagnies ont passé en revue l'avancement des travaux concernant les projets d'exploration et de production.
Les deux compagnies ont, également, examiné, lors de cette rencontre, les initiatives en cours sur la formation, le bio-raffinage, les "*opportunités à l'international et les projets d'énergie renouvelable, notamment la construction et la mise en œuvre du laboratoire solaire et dont la mise en œuvre est prévue pour le quatrième trimestre 2021*", a souligné le communiqué.

R. N.

VISAS D'AFFAIRES SCHENGEN

Reprise partielle des demandes

Les demandes de visas d'affaires Schengen ont repris depuis hier, indique un communiqué de l'ambassade d'Italie en Algérie.
"En considération des derniers développements et des perspectives futures de moyen et long termes, l'ambassade d'Italie en Algérie annonce qu'à partir du 1er juin 2021 reprendra partiellement le traitement des demandes de visa d'affaires Schengen pour l'Italie" écrit le communiqué qui précise que cette initiative visait notamment "*à soutenir, initialement, les communautés d'affaires algérienne et italienne et la reprise économique*". Il souligne également, que "*sur instruction de l'ambassade d'Italie à Alger, son partenaire VFS Global contactera, en voie prioritaire dans cette première phase, tous les titulaires d'un visa d'affaires Schengen de circulation (validité d'une année ou plus) qui a été délivré par l'ambassade d'Italie en Algérie et qui a expiré pendant la pandémie, pour leur proposer une prise de rendez-vous auprès de l'un de ses centres visas actuellement ouverts (Alger, Oran, Constantine)*".
Le communiqué poursuit que "*les intéressés seront tenus à présenter toute la documentation nécessaire pour un visa d'affaires, suivant la liste qui sera fournie par VFS Global, y compris la lettre d'invitation d'une entreprise italienne pour des voyages d'affaires en Italie*".
L'ambassade fait remarquer, enfin, que les titulaires d'un nouveau visa Schengen, ou d'un visa Schengen toujours en cours de validité, ne sont pas automatiquement autorisés à rentrer dans le territoire italien et Schengen "*et doivent se conformer aux restrictions de voyage en vigueur au niveau Schengen et au niveau du pays de première entrée dans l'espace Schengen*", invitant à consulter les mesures en vigueur en Italie, et leurs mises à jour, sur son site Internet.

R. N.

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

853.391 élèves attendus

Pas moins de 853.391 élèves passeront l'examen de fin d'études primaires (cinquième) prévu aujourdhui, a annoncé l'Office national des examens et concours (Onec).

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Selon l'Onec, le nombre de candidats parmi les élèves de cinquième année primaire qui devront passer l'examen des épreuves d'arabe, de français et de mathématiques a atteint 853.391 candidats, dont 436.469 garçons et 416 922 filles, répartis sur 14.472 centres d'examen au niveau national.

L'Onec a affirmé - selon une fiche technique des examens finaux de l'année scolaire 2020-2021 - que les copies des candidats seront compostées au niveau de 13 centres de regroupement et compostage avant de les répartir sur 62 centres de correction, une opération qui débutera du 7 au 17 juin. L'année dernière, le ministère de l'Éducation nationale a approuvé un ensemble de mesures sur la base de ce qui a été approuvé par le Conseil des ministres en mai 2020 concernant l'organisation du travail pour la fin de l'année scolaire et les examens nationaux pour la session 2020 en raison des conditions sanitaires imposées par la pandémie du coronavirus.

Ces procédures pour le cycle primaire se résument en la suppression de l'examen de fin de cycle primaire et l'approbation du passage d'un niveau à un autre dans ce cycle en calculant la moyenne des premier et deuxième semestres et en réduisant le taux d'acceptation à 4,5 sur 10.

La Protection civile met en place un dispositif de prévention et de sécurisation

La Protection civile a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en place d'un dispositif de prévention et de sécurisation en prévision des examens scolaires de fin d'année 2020-2021 (fin de cycle primaire, Brevet d'enseignement moyen et Baccalauréat). Contacté par la chaîne 3, de la Radio algérienne, le colonel Nassim Bernaoui précise que "*dans le cadre de ce dispositif, les services techniques de prévention de la direction générale de la*

Protection civile ont effectué, à cet effet, plusieurs visites au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et centres d'examens, désignés pour accueillir les épreuves", précise le communiqué.

Les unités de la Protection civile, ajoute-t-il, ont effectué, dans ce cadre, "*plusieurs opérations de désinfection à travers 19.206 centres d'examen désignés pour accueillir les élèves, dont 13.341 du cycle primaire (5e), 2.513 du cycle moyen (BEM) et 3.352 du cycle secondaire (Bac), ainsi que 217 centres désignés pour le processus de correction*". En plus des visites, un dispositif opérationnel sera mis en place, composé de 39.596 agents d'intervention tout grade et fonction confondus, dont 20.225 pour le cycle primaire.

Le dispositif, qui comprend "*2.390 ambulances et 1.648 engins d'incendie, sera mis en place, et dont le déploiement sera appelé à prendre en charge l'ensemble des préoccupations liées à la sécurité des élèves et du personnels d'encadrement*", ajoute par ailleurs le communiqué de la direction de la Protection civile.

R. R.

AIR ALGÉRIE

Reprise des vols internationaux après plus de 14 mois d'arrêt

PAR RANIA NAILI

Les vols internationaux de la compagnie aérienne nationale Air Algérie ont repris "*partiellement*" hier après une fermeture qui a duré plus de 14 mois. Un premier avion a décollé, à 9h, de l'aéroport d'Alger à destination de Paris Orly. Le vol retour devrait décoller à 14 h de Paris vers Alger avec à son bord 250 passagers, qui seront, à leur arrivée en Algérie, placés en quarantaine pour une période de cinq jours, à leurs frais.

Air Algérie a annoncé samedi son programme de vols et les tarifs des billets ainsi que ceux liés au confinement obligatoire auquel devront se soumettre les voyageurs arrivant en Algérie. Six vols hebdomadaires de et vers la France, l'Espagne, la Turquie et la Tunisie ont été programmés pour cette réouverture progressive des vols. La compagnie aérienne a précisé que le vol Constantine-Tunis-Constantine se fera tous les vendredis, Alger-Istanbul-Alger (tous les dimanches), Alger-Paris (ORY)-Alger (tous les mardis et jeudis), Alger-Marseille-Oran (tous les samedis) et celui de Alger-Barcelone-Alger (tous les mercredis).

A propos des tarifs, Air Algérie a précisé que les indications tarifaires à partir de l'étranger sont arrêtées comme suit : au départ de Tunis : 591 dinars tunisiens l'aller-retour (TTC), au départ de Istanbul : 686 dollars l'aller-retour (TTC), au départ de Paris : 518 euros l'aller-retour (TTC), au départ de Marseille : 391 euros l'aller-retour (TTC) et au départ de Barcelone : 317 euros l'aller-retour (TTC). En supplément, les frais de confinement fixés à 41.000 DA (TTC) sont payables selon l'équivalent en monnaie étrangère (applicable uniquement pour destination étranger-Algérie).

Face à la colère de la communauté algérienne établie à l'étranger et des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, qui ont jugé que les tarifs des billets sont trop chers et réclamé l'annulation de la mesure de confinement sanitaire obligatoire de 5 jours dans un hôtel choisi par les autorités, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé, dimanche, lors d'une réunion du Conseil des ministres, d'assouplir cette condition, en exemptant les personnes âgées et les étudiants du paiement de ces frais et de réduire de 20 % ce tarif pour les autres voyageurs.

Au lendemain de l'annonce de ces facilitations, la communauté algérienne ne décolère pas. Hier, à la veille de la reprise des vols, les agences de la compagnie aérienne nationale en Algérie comme en France ont connu une grande affluence. De nombreuses personnes s'étaient pressées hier matin les agences d'Air Algérie Paris Opéra et celle de Marseille Saint Charles, pour acheter, confirmer un billet ou juste demander un renseignement, selon des vidéos partagées sur les réseaux sociaux et sur lesquelles on constate des scènes de pagailles devant l'agence Paris Opéra et celle de Marseille. Lundi matin, Air Algérie a annoncé la la fermeture de ces deux agences, en évoquant des "*raisons sécuritaires et sanitaires*".

Une situation "tout à fait normale"

Présent ce mardi à l'aéroport d'Alger, à l'occasion de la reprise des vols internationaux le chargé de communication d'Air Algérie, Amine Andaloussi, a commenté ce qui s'est passé devant les agences de la compagnie en France. Amine Andaloussi a qualifié cette situation de "tout à fait normale". Selon lui, il n'est pas possible de rouvrir toutes les agences de la compagnie que ce soit en Algérie ou à l'étranger. Il a ajouté que la plateforme digitale permet de réserver sans se déplacer au niveau des agences de la compagnie.

Le même responsable a invité les ressortissants algériens de se diriger vers la plateforme numérique d'Air Algérie pour réserver et acheter leurs billets en ligne, en rappelant que les places sont limitées. Amine Andaloussi a indiqué que depuis l'ouverture des réservations, 6.420 billets ont été écoulés dont 65 % de cette billetterie a été vendue sur la plateforme digitale *airalgerie.dz* et le call center de la compagnie.

Le chargé de communication d'Air Algérie a insisté sur le fait que c'est réouverture "*partielle*" et que son but, comme cela a été précisé dans le communiqué des autorités, est de permettre une mobilité de et vers l'Algérie et que la poursuite de cette réouverture dépendait du respect du protocole sanitaire dédié. "*Si cette réouverture partielle, qui s'étalera du 1er juin au 30 juin réussit, il y aura une ouverture progressive comme planifié par le Comité scientifique qui suit toutes les opérations et fera une évaluation positive si les voyageurs respectent le protocole sanitaire*", a-t-il expliqué au micro de la chaîne *Ennahar TV*. S'agissant des prix des billets, Amine Andaloussi a seulement parlé de la revalidation des 500.000 billets achetés par les clients d'Air Algérie et non consommés en raison de la suspension des vols internationaux depuis plus d'une années.

Concernant les sorties du territoire national des Algériens résidant en Algérie, Amine Andaloussi a indiqué au sujet des visas touristiques que tous les pays ont imposé des conditions pour l'entrée des étrangers sur leurs territoires. Il a expliqué qu'il y a des pays qui n'ont pas encore autorisé l'entrée des étrangers détenteurs de visas touristiques, donc, Air Algérie ne peut pas leur vendre de billets d'avion. "*Cela montre que la pandémie du Covid-19 est toujours là et que les pays sont vigilants avec les déplacements aériens, terrestres et maritimes*", a-t-il noté.

Il convient de noter que l'affluence ce matin à l'aéroport international d'Alger était timide, vu que seules quelques catégories de personnes sont autorisées à embarquer vers la France, à savoir les citoyens européens - y compris les binationaux -, les Algériens titulaires d'un titre de séjour, d'un visa d'installation (D) ou d'un visa C de conjoint de Français.

R. N.

PÉNURIE DES TRAITEMENTS ANTICANCER

Les grands oubliés de la pandémie

Après les cris d'alerte lancés par les professionnel, en l'occurrence la professeure Boudiaf, chef de service d'oncologie pédiatrique au CHU Mustapha- Bacha et le président de la Société algérienne d'oncologie médicale le professeur Kamel Bouzid, cette fois-ci, ce sont pas moins d'une douzaine d'associations de différentes régions du pays, qui lancent un appel de détresse sur la situation alarmante des malades cancéreux. Organisées en alliance nationale des associations d'aide aux patients atteints de cancer, cette force associative, a décidé de prendre, à son tour, les choses en main, en lançant un appel au président par le biais de Hamida Kettab, secrétaire générale de l'Association d'aide aux patients cancéreux du CPMC, afin de trouver des solutions pour l'amélioration de la prise en charge des patients cancéreux aujourd'hui à l'abandon. Elle révèle, lors d'une conférence de presse organisée à cet effet, que des "*dizaines, voire des centaines de malades cancéreux sont en danger de mort suite aux ruptures de stock des médicaments de chimiothérapie, absence de molécules innovantes, absence de soins palliatifs et dysfonctionnement généralisé à tous les niveaux du circuit de prise en charge du patient cancéreux*". Ce sont autant de problèmes soulevés par ces associations qui ne savent plus à quel saint se vouer, car le besoin immédiat de ces produits vitaux fait défaut. Cette alliance témoigne et exprime sa profonde angoisse devant un bilan qui donne des sueurs froides. "*En 2021, des dizaines, voire des centaines d'enfants décèdent en Algérie faute de médicaments de chimiothérapie dont les prix sont dérisoires. Nous enregistrons 3.500 décès par an suite au cancer du sein. Des mamans, des jeunes filles meurent tous les jours d'un cancer du sein, près de 10 décès par jour, faute de soins de radiothérapie alors que l'Algérie dispose d'une cinquantaine d'accélérateurs dans les secteurs public et privé*", a-t-on déploré en qualifiant la situation de "*catastrophique*".

I. A.

REPUBLIQUE ALGERIENE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BLIDA
DAIRA D'EL -AFFROUN
COMMUE D'EL-AFFROUN
BUREAU DES MARCHES
NIS n° : 096309109170521

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65 aliné 2 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publiques et des délégations des marchés publiques et des délégations du service public, le président de l'assemblée populaire communal d'el – AFFROUN informe l'ensemble des soumissionnaires ayants participés à consultation N° 02/2021 en date du 14/03/2021 concernant le projet suivant :

« Achèvement rénovation du collecteur principal d'assainissement de la ville d'el affroun »

- Vu le procès verbal d'ouverture technique et financière en date du : **31/03/2021**
- Vu le procès verbal d'analyse technique et financière des offres en date du : **29/04/2021**

Que le projet cite au tableau ci-dessous a été attribué provisoirement a l'Enterprise en

Travaux hydraulique khraimech mohammed delys BOUMERDES - NIF N° 161352800632139:

N°	Intitulé de l'opération	Dénomination et adresse de l'entreprise	Montant de l'offre propose et corrigé en TTC/DA	Délai de réalisation	Note attribué	OBS
01	Achèvement rénovation du collecteur principal d'assainissement de la ville d'el affroun.	Entreprise travaux hydraulique khraimech mohammed delys BOUMERDES	9.306.965.00 DA	quatre (04) moins	80/100	Offres mois disante

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut présenter un recours dans un délai de 10 jours après cette annonce.

N.B : Tout recours traduit après les délais réglementaires seront considérés comme non fondés.

Midi Libre n° 4271 - Mercredi 2 juin 2021 - Anep 2116 010 078

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE SIDI M'HAMED
COMMUNE D'ALGER CENTRE
NIF : 41000200001608501000

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

Conformément aux articles **65,72** et **82** du décret présidentiel **N° 15/247** du 16 Septembre 2015 portant règlementation des marchés publics, et des délégations de service public.
La commune d'Alger centre informe l'ensemble des soumissionnaires que le 2ème **appel d'offres national ouvert** avec exigence de capacités minimales **N° 07/2021** relatif à la réalisation de :

REAMENAGEMENT DE LA PLACETTE HADJI OTHMAN « EX : CAFE SOUSTARA » SISE AU 56 DEBBIH CHERIF ALGER CENTRE COMMUNE D'ALGER CENTRE

Parue dans les journaux :
MIDI LIBRE: 23/03/2021
المستقبل المغاربي: 23/03/2021
BOMOP N° 1751 du 28/03/2021 au 03/04/2021

Que le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire

SOUMISSIONNAIRE	Montant de l'offre DA/TTC	Montant corrigé DA/TTC	Délai D'exécution	Note Technique	Critère de choix
ETPHB /TCE OUARET MOHAMED SAID NIF : 170190300315191	18.014.993,50	18.038.793,50	60 Jours	41 pts/80	Moins Disant (le seul pré qualifié)

Les soumissionnaires non retenus et intéressés de connaitre les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière peuvent se rapprocher du service des marchés de la commune d'Alger Centre au plus tard 03 jours à compter de la 1ère parution du présent avis, pour leur communiquer ces résultats par écrit.

Les soumissionnaires contestant cette attribution provisoire peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la commune d'Alger Centre dans un délai de 10 jours à compter de la 1ère publication du présent avis dans la presse ou le BOMOP.

Midi Libre n° 4271 - Mercredi 2 juin 2021 - Anep 2116 010 095

MIDI
Quotidien national d'information

L'INFO, RIEN QUE L'INFO

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ROUIBA
COMMUNE DE ROUÏBA

NIF 41000 20000 160 850 1037

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article N°52etN° 65du décret présidentiel **N°15-247** du **16/09/2015**, portant réglementation des marchés publics et délégation de services public, le Président de l'assemblée populaire communale de Rouiba informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à **l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°05/2021** publié dans les quotidiens nationaux **Midi Libre et الجزائر الجديدة du 09/05/2021** portant :
Travaux aménagement Mosquée Athmane Ibn Affane Rouiba .

Le marché est attribué comme suit :

Opération	soumissionnaire	N.I.Fiscal	note technique 35/60	Montant (DA/TTC)	observations
Travaux aménagement Mosquée Athmane Ibn Affane Rouiba .	SARL AFIR TCE	000415004534406	43.33	21 926 226.00	Offre Pré qualifiées techniquement

Les soumissionnaires intéressés ;sont invités a se rapprocher du service des marchés publics de la commune de Rouiba ,au plus tard dans les trois**(03)** premiers jours a compter du premier jour de la publication du présent avis d'attribution provisoire des marchés, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés publics dans un délai de **(10)** dix jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP conformément aux dispositions de l'article **82**du décret présidentiel N°**15-247** du **16/09/2015** portant réglementation des marchés publics modifié et délégation de service public .

Midi Libre n° 4271 - Mercredi 2 juin 2021 - Anep 2116 010 129

ECHANGES COMMERCIAUX

Accord entre l'Algex et le Centre libyen de développement des exportations

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Libye vont connaître un dynamisme durant les prochains mois à la lumière des protocoles d'accord conclus entre les responsables du commerce extérieur des deux pays.

PAR RIAD EL HADI

Les produits "*made in dz*" seront massivement exportés vers ce pays voisin durement éprouvé par les déstabilisations intérieures.

Les opérateurs et les exportateurs de produits agroalimentaires et agricoles vont accroître les transactions commerciales pour inonder le marché libyen et permettre à ses populations de disposer de denrées alimentaires en permanence, en ce sens que les récentes expéditions de produits algériens vers ce pays voisin par voie terrestre des cargaisons de camions ont permis de raffermir les liens politiques, économiques et commerciaux entre les populations.

Un protocole d'accord a été signé entre l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et le Centre libyen de développement des exportations en vue du renforcement des échanges commerciaux entre les deux pays.

La cérémonie de signature a été organisée à la salle El Djazaïr, au niveau du Palais des exposition des Pins maritimes à Alger (Safex), en présence du ministre du Commerce, Kamel Rezig, du président de la Commission économique, du commerce et de l'investissement libyenne, Mohamed Raied, et de l'ambassadeur d'Algérie en Libye, Kamel Abdelkader Hedjazi.

Cet accord a pour objectif de permettre à l'Algex et à son vis-à-vis libyen de coopérer en matière de commerce extérieur dans les deux sens (exportation et importation) à travers, notamment, l'organisation de foires spécialisées en Algérie et en Libye, a indiqué Rezig.Le ministre du Commerce a ajouté que les départements de Commerce des deux pays vont travailler de concert afin de permettre aux opérateurs économiques "*de profiter de toutes les opportunités qui s'offrent à eux pour augmenter le volume des exportations dans divers secteurs*".

Pour sa part, Raied a affirmé que cet accord permettra d'encourager les échanges commerciaux entre les deux pays, tout en remerciant tous ceux qui ont participé à l'organisation de cet événement qu'il a qualifié de "*bénéfique pour les deux parties*".

Il a salué, en outre, les entreprises algériennes pour la qualité de leurs produits qui leur ont permis de pénétrer les différents marchés étrangers.

Vers l'organisation d'une foire du produit algérien en Libye

Le ministère du Commerce en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères préparent un projet pour l'organisation d'une foire des produits algériens en Libye, a indiqué Kamel Rezig. S'exprimant en marge de la cérémonie de clôture du Salon de la production nationale destinée au marché libyen qui s'est tenu les 30 et 31 mai au Palais des expositions de la Safex, Rezig a précisé que son département et le ministère des Affaires étrangères ainsi que l'ambassade d'Algérie à Tripoli préparent un projet d'organisation d'une foire du produit algérien qui sera soumis aux hautes autorités du pays avant de passer à la phase de sa concrétisation.

Le ministre du Commerce a souligné que l'organisation de cette foire en Libye permettra aux opérateurs algériens de nouer plus de contacts avec leurs homologues libyens.

Investir en force en libye

Il a estimé que les opérateurs algériens devraient aller en force en Libye pour présenter les produits algériens, qui sont, selon lui, "*nombreux*" et "*compétitifs tant sur le plan de la qualité que du prix*", ajoutant que les hommes d'affaires libyens ont pu le constater de visu lors du salon de la production nationale inauguré par le Premier ministre Abdelaziz Djerad en présence du chef du gouvernement d'unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah.

"*Il ne reste plus qu'à aller en Libye pour y vendre les produits algériens*", a affirmé Rezig qui a insisté sur le fait de devoir être "*agressifs*".

Cette politique de promotion de la production nationale ne doit pas être appliquée seulement en Libye, a-t-il soutenu en précisant qu'après la fin de la pandémie, "*des opérateurs algériens iront en force là où il y a des opportunités sur les marchés extérieurs, surtout sur le continent africain*".

Il a rappelé que les experts parlent de 3.000 milliards de dollars comme chiffre d'affaires possibles de réaliser, entre transfert de marchandises et de services, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

R. E.

OCDE

Hausse des prévisions de croissance mondiale pour 2021 et 2022

L'OCDE a relevé ses prévisions de croissance mondiale pour 2021 (à 5,8 %) et 2022 (à 4,4 %), tout en mettant en garde contre une rechute de l'économie en raison de la persistance de "*vents contraires*". Tout en se félicitant de la vigueur de la reprise, l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui compte 38 pays représentant 60 % du PIB mondial, s'inquiète en particulier de la vaccination trop lente dans les pays pauvres et de la nervosité des marchés financiers.

nombre de signaux au vert

"*Les gouvernements ont administré près de 2 milliards de doses de vaccins et jamais lors d'une crise on aura vu des politiques publiques aussi rapides et efficaces, que ce soit en matière de santé, de développement d'un vaccin ou sur le plan monétaire, budgétaire ou financier*", relève la cheffe économiste de l'institution, Laurence Boone, dans ce rapport. Hausse de la production manufacturière, forte reprise du commerce mondial de marchandises, rebond de la consommation post-confinement : nombre de signaux sont en vert.

En mars, date de la publication de ses dernières prévisions, l'OCDE attendait une croissance de +5,6% pour 2021. Des prévisions qui interviennent après une récession historique en 2020, qui a vu l'économie mondiale se contracter de 3,5 %. Pour 2022, année qui devrait voir la plupart des économies retrouver leur niveau de 2019, elle table sur une croissance de 4,4 %. En mars, elle espérait au mieux +4 %.

Des indicateurs à surveiller

"*Pourtant, encore trop de vents contraires persistent*", met en garde l'OCDE. En particulier, "*tant que la grande majorité de la population mondiale ne sera pas vaccinée, nous restons tous à la merci de l'émergence de nouveaux variants*". De nouveaux reconfinements lamineraient la "*confiance*" et nombre d'entreprises, "*bien protégées jusque-là mais souvent lestées d'une forte dette, pourraient faire faillite*", prévient Laurence Boone.

R. E.

DOSSIER

Piqûres de moustique, prévention et traitements

Comme chez les guêpes et les abeilles, ce sont les femelles qui sont responsables des piqûres chez l'Homme. Après l'accouplement, la femelle part à la chasse pour recueillir le sang des mammifères afin de trouver la source de protéines nécessaire pour nourrir ses œufs.

Boutons, rougeurs, démangeaisons… en été, les moustiques sont une véritable plaie pour les vacanciers. Si la plupart du temps ils sont inoffensifs, ils peuvent parfois être meurtriers. On considère qu'ils ont tué plus d'humains que tout autre insecte ou animal par la transmission de maladies comme la dengue ou la malaria. Chaque année, ils tuent près de trois millions de personnes dans le monde. Pourquoi nous piquent-ils ? Comment les en empêcher ? Comment soulager une piqûre ?

Pourquoi le moustique nous pique-t-il ?

Comme chez les guêpes et les abeilles, ce sont les femelles moustiques qui sont responsables des piqûres chez l'Homme. Après l'accouplement, la femelle part à la chasse pour recueillir le sang des mammifères afin de trouver la source de protéines nécessaire pour nourrir ses œufs.
Quarante-huit heures après la prise de ce repas, les femelles fécondées déposent leurs œufs à la surface d'une eau stagnante (mares, ruisseaux, flaques…). L'eau est absolument nécessaire au développement des œufs du moustique : une terre humide ne suffira pas.Cette séquence - reproduction-piqûre-ponte - est répétée plusieurs fois au cours de la vie du moustique. La durée et la fréquence du cycle dépend de l'espèce mais on estime que le moustique commun reproduit ce cycle deux fois par semaine en été. Une piqûre suffit largement à couvrir les besoins en protéines des œufs : il est donc faux de penser qu'un moustique puisse être responsable de plusieurs piqûres le temps d'une nuit. La piqûre, le plus souvent nocturne (généralement à l'aube ou au crépuscule) et indolore, dure environ trois minutes si le moustique n'est pas dérangé.

Repérer sa proie

Inutile d'éteindre la lumière pour les éviter, le moustique repère sa cible grâce à son odorat. Il est d'abord capable de sentir la présence de dioxyde de carbone (émis par la respiration et la transpiration des êtres vivants) à plus de trente mètres de distance. Plus il se rapproche, plus il va détecter les odeurs humaines composées par les acides gras (sébum, acide butyrique), les acides lactiques ou autres relents ammoniaqués émis par la peau, comme l'haleine ou l'urine. Lorsqu'il se trouve tout proche de la peau de l'Homme, il utilise des thermorécepteurs. Ces détecteurs de chaleur infrarouges vont lui permettre de trouver la veinule, plus chaude, à l'intérieur de laquelle il va puiser le sang nécessaire à sa ponte. Le système visuel, surtout sensible aux mouvements, est en fait très peu performant.

Pourquoi la piqûre de moustique gratte-t-elle ?

Lorsque le moustique est en place, il enfonce ses stylets à travers la peau jusque dans la veinule de l'homme. Grâce à un premier canal, formé par l'hypopharynx, il injecte de la salive qui empêche le sang de coaguler dans sa trompe. Il peut ainsi aspirer tranquillement, grâce au deuxième canal, le sang resté fluide. La quantité de sang prélevée varie alors de 5 à 10 mm3. Lorsque le moustique a terminé son repas, il part comme il est venu : sans se préoccuper de ce qui se passe dans l'organisme humain.

Le système immunitaire en alerte

Le moustique n'a donc pas dispersé un anesthésiant dans l'organisme, comme on le dit souvent. Sa salive qui n'avait pour but que de stabiliser les plaquettes sanguines, va avoir un tout autre effet. Devant la présence de cette substance inconnue, notre système immunitaire se met en alerte et envoie des mastocytes en première ligne. Ces cellules ont la capacité de détecter des substances étrangères, et d'exploser à leur contact pour protéger l'organisme. En éclatant, elles libèrent massivement de l'histamine, qui provoque les rougeurs et les démangeaisons que l'on connaît. D'autres agents immunitaires sont ensuite attirés et font apparaître un petit bouton rouge. Il s'agit d'un gonflement de la peau rempli d'eau : il ne faut en aucun cas tenter de le percer, sous peine de risquer une infection.
Cela explique pourquoi les piqûres grattent généralement beaucoup plus au printemps qu'à la fin de l'été, où le corps s'est habitué progressivement à la salive du moustique.

Pourquoi gratter nous soulage-t-il ?

On le répète souvent assez : il ne faut pas gratter ses piqûres de moustiques. Plus facile à dire qu'à faire… Mais pourquoi gratter fait-il autant de bien ?

Pour comprendre ce phénomène, il faut observer ce qui se passe au niveau de la peau lors d'une piqûre. On sait que la peau possède de nombreux capteurs capables d'interpréter les stimulis extérieurs. Ces capteurs sont reliés à des fibres sensitives qui vont transmettre au cerveau l'information selon laquelle l'organisme est en danger : brûlure, coupure, pincement… Ce sont des informations d'alerte. Par exemple, lorsque la peau est brûlée, le cerveau induit la perception de la douleur pour alerter l'individu du danger qu'il encoure. Ici, dans le cas d'une piqûre du moustique, les fibres sensitives transmettent l'inflammation qu'elles ont détectée et le cerveau induit les démangeaisons.
Certaines fibres sensitives sont capables de percevoir de simples signaux de toucher, comme les caresses par exemple. Ces stimulis ne vont pas mettre en alerte le cerveau, mais ils sont tout de même porteurs d'une information dite de contact. L'information de contact et celle d'alerte vont circuler au sein du même réseau nerveux si elles sont localisées dans une région proche. Des interactions peuvent avoir lieu entre les deux, et une information peut en parasiter une autre.

Parasiter l'inflammation

Ainsi, lorsque nous grattons autour d'un bouton de moustique, l'information de contact est perçue par le cerveau et nous court-circuitons l'information d'alerte. Durant un court laps de temps, le cerveau ne reçoit plus le message de l'inflammation et les démangeaisons disparaissent. Cette atténuation de la perception douloureuse peut également s'illustrer lorsque l'on prend un coup et que l'on masse la zone blessée. Ce sont les mêmes mécanismes qui entrent en jeu.

Plus ça me gratte, plus je me gratte

Pour autant, il faut éviter le plus possible de succomber à la tentation. Gratter peut permettre aux bactéries de traverser la peau et causer des surinfections. Et plus on gratte, plus ça gratte ! Comment expliquer ce phénomène ?
En fait, l'action mécanique de gratter active des terminaisons nerveuses et va libérer des molécules d'histamine, qui vont à leur tour entraîner des démangeaisons. C'est un véritable cercle vicieux.

Qui se fait le plus piquer ?

Contrairement à une idée reçue, les moustiques ne sont pas sensibles à la quantité de sucre dans le sang. Les - peaux sucrées - peuvent donc se rassurer ! En réalité, il existe deux raisons principales qui expliquent ce phénomène.
Comme nous l'avons vu, les démangeaisons sont dues à une réaction allergique à la salive du moustique. Certains organismes, pour des raisons que l'on ignore, ne la considèrent pas comme nocive et la réaction allergique passe pratiquement inaperçue. Ils auront alors l'impression d'être moins piqué que les autres !

Des odeurs corporelles favorites

Mais des recherches récentes montrent qu'il ne s'agit probablement pas de l'unique raison. Les moustiques sont attirés par les odeurs corporelles des organismes. Celles-ci sont liées aux phéromones que nous dégageons, et dont certaines sont plus attractives que d'autres. Cela peut être lié à la nourriture, la quantité de sueur, l'utilisation d'un parfum mais aussi de la composition bactérienne de notre peau.
C'est ce dernier point qui a retenu l'attention des chercheurs de l'université de Wageningen (Pays-Bas). Ils ont étudié 48 hommes pour tenter de savoir quelles odeurs et quelles populations bactériennes étaient préférées par les moustiques. Neuf d'entre eux ont été particulièrement piqués, alors que sept ont réussi à passer entre les mailles du filet. Chez les personnes les plus piquées, on retrouve souvent la même caractéristique : une grande quantité de bactéries. On retrouve chez eux des bactéries très attractives et émettrices de composés volatils puissants : Leptotrichia sp., Delfia sp. et Actinobacteria Gp3 sp. En revanche, les porteurs de Variovorax sp. et Pseudomonas sp. sont très peu piqués…
Ajoutons également, que les femmes enceintes sont généralement piqués davantage en raison des hormones abondamment secrétées.

Conseils anti-moustique :

***Adopter une bonne hygiène corporelle**
Puisque les moustiques sont attirés par les odeurs corporelles (sébum, sueur), il convient d'adopter une bonne hygiène corporelle. Certains parfums peuvent attirer les femelles, d'autres les repousser, il n'y a, donc, pas de règle précise concernant les fragrances.

***Exposer sa peau au minimum**
La manière dont on s'habille peut aussi faire la différence. Plus les vêtements sont longs et amples, moins la peau est exposée. On peut également envisager de porter des chaussettes. Mais ce conseil est souvent difficile à suivre à cause de la chaleur qui règne l'été. Souvenez-vous simplement qu'il faut privilégier les vêtements clairs, car les moustiques sont attirés par les couleurs foncés qui émettent plus de chaleur !

***Eviter les endroits près d'eau stagnante**
Les moustiques sont nombreux à proximité des endroits où ils peuvent pondre. Par conséquent, il faut chercher à éliminer l'eau stagnante (seaux, poubelles, pneus, récipients…), couvrir les réservoirs d'eau, évacuer l'eau des bâches…

***Placer un ventilateur près de soi**
Les piqûres sont moins nombreuses lors des journées très venteuses, car les moustiques ne peuvent pas lutter contre les flux d'air. Placer un ventilateur à petite vitesse sur le balcon ou dans la chambre, les empêchera d'entrer ou de se déplacer convenablement.

***Se protéger, surtout en fin de journée**
Les moustiques sont les plus actifs en fin de journée. Evitez de vous trouver à l'extérieur sans protection lors de cette période.

***Adopter la moustiquaire**
Pour être sûr de dormir sans être réveillé par des bourdonnements de moustiques, une moustiquaire s'impose. Si elle est imprégnée d'insecticide, elle constitue une prévention de choix.

***Utiliser un répulsif**
Pour les vêtements, on peut utiliser des répulsifs à base de perméthrine. Ils résistent à plusieurs lavages du linge et se montrent très efficaces. Il faut toutefois avoir bien à l'esprit que la perméthrine est toxique pour le chat, et un certain nombre de batraciens. Il existe des produits qu'on applique sur la peau et qui empêchent le moustique de s'approcher et de piquer : ce sont des répulsifs. Quatre molécules ont été unanimement reconnues par les autorités de santé pour leur pouvoir anti-moustique : le DEET (le plus connu), le KBR (ou picaridine), l'IR 35/35 (recommandé pour les femmes enceintes) et le citrodiol.
Ces agents bloquent les récepteurs olfactifs des moustiques. Comme ils sont puissants, il vaut mieux les réserver à certaines circonstances précises, c'est-à-dire là où il y a vraiment beaucoup de moustiques et là où il y a des risques de transmissions de maladies. Pour les autres circonstances, il suffit généralement de suivre un certain nombre de conseils pratiques.

●●●

●●●

La citronnelle, est-ce que ça marche ?

Si l'insecte évite en général cette plante, cela ne suffit pas à l'arrêter en cas de besoin de sang. Si on aime l'odeur de la citronnelle, on peut utiliser des bougies ou des essences, mais il faut savoir que l'impact est très faible.

En ce qui concerne les aérosols et diffuseurs d'insecticide, ils ne présentent un intérêt que lorsque la pièce est fermée. Ils peuvent présenter un risque pour la santé de l'Homme (les enfants notamment) et contribuent à la résistance des moustiques aux insecticides : il faut donc les utiliser avec beaucoup de modération.

Attention aux pièges

Un rapport de la Société française de parasitologie a listé les anti-moustiques à éviter : "*Il est fortement recommandé de ne pas utiliser les bracelets anti-insectes pour se protéger des moustiques, les appareils sonores à ultrasons, la vitamine B1, l'homéopathie, les raquettes électriques, les rubans, papiers et autres autocollants gluants sans insecticides*."

De même, des études universitaires ont démontré que les lampes à lumière bleue n'étaient pas efficaces : seuls 0,2 % des insectes piégés par ces lampes sont des moustiques. De plus, en tuant des insectes bénéfiques pour les écosystèmes, elles seraient néfastes pour l'environnement.

Aujourd'hui, l'ANSM (l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) tente de réguler ce marché et de contrôler les produits pour vérifier s'ils sont actifs contre les moustiques et s'ils ne sont pas toxiques pour l'Homme.

Comment soulager une piqûre de moustique ?

Le mal est fait : un petit bouton rouge est apparu et les démangeaisons redoublent d'intensité. Voici 6 conseils pour les soulager… nos conseils pour soulager une piqûre de moustique.

***Se laver au savon**

Laver la région touchée à l'eau et au savon. Le savon de Marseille a un effet calmant (frotter à l'endroit de la piqûre).

***Utiliser du bicarbonate de soude**

L'utilisation du bicarbonate de soude (appelé aussi - petite vache -) est une possibilité intéressante. Mélanger du bicarbonate (3/4) avec de l'eau (1/4) et imbiber un tissu de cette solution. Appliquer le tissu sur la piqûre de moustique.

***Les plantes médicinales**

Les feuilles de plantes médicinales ou aromatiques soulagent lorsqu'on les frotte sur la zone piquée. Prendre une ou deux feuilles de plantain (mauvaise herbe courante), la malaxer entre les doigts (pour obtenir des sucs) et frotter généreusement sur la piqûre. A utiliser aussi : feuilles de pissenlit, feuilles de menthe, rondelle d'oignon.

***Appliquer une source de chaleur**

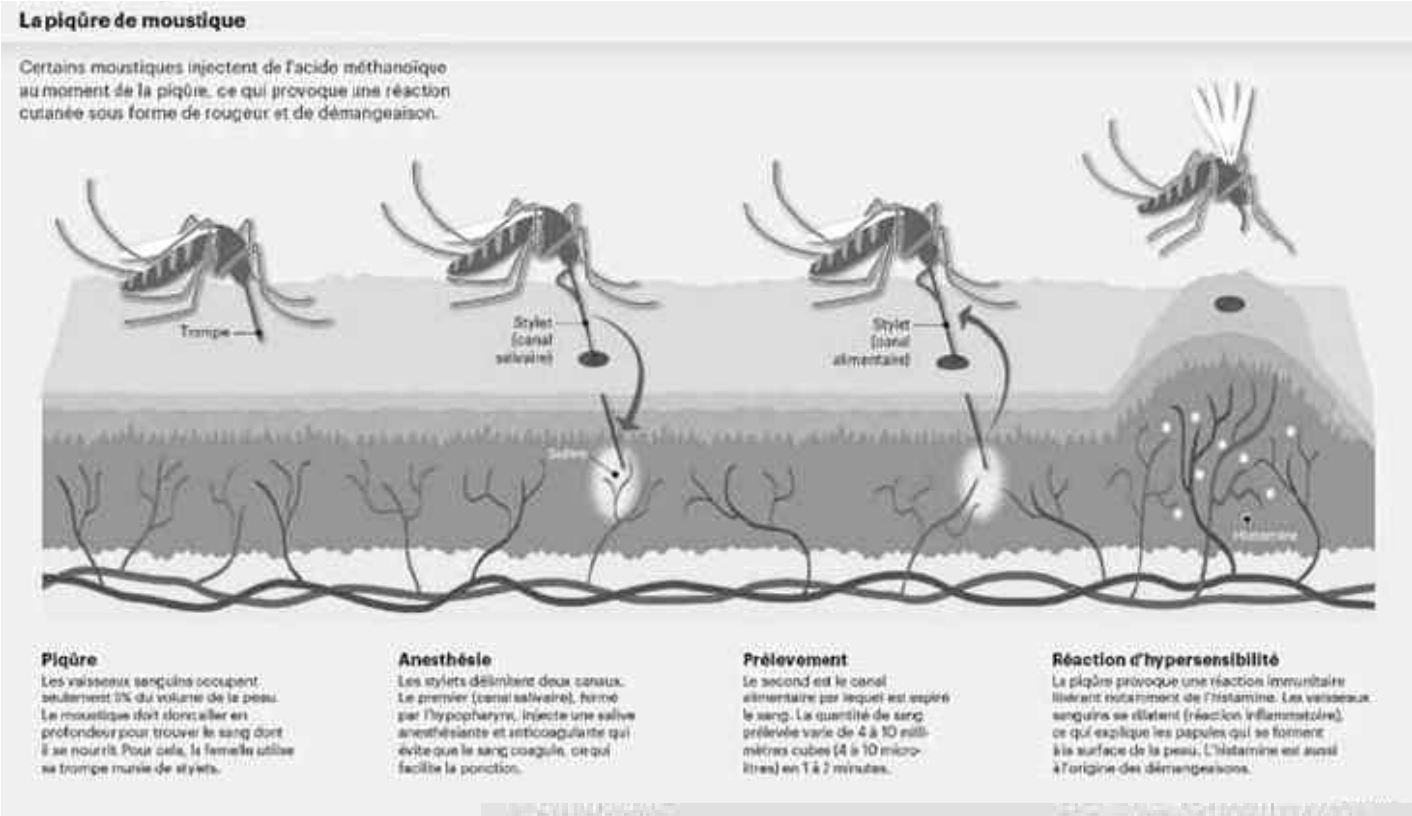
Pour parasiter les démangeaisons, rien de tel que la chaleur ! Appliquer une source de chaleur au proche voisinage de l'endroit de la piqûre (tissu imbibé d'eau brûlante, lampe, tasse de café) pendant une quinzaine de secondes. A l'inverse, un glaçon peut s'avérer tout aussi efficace.

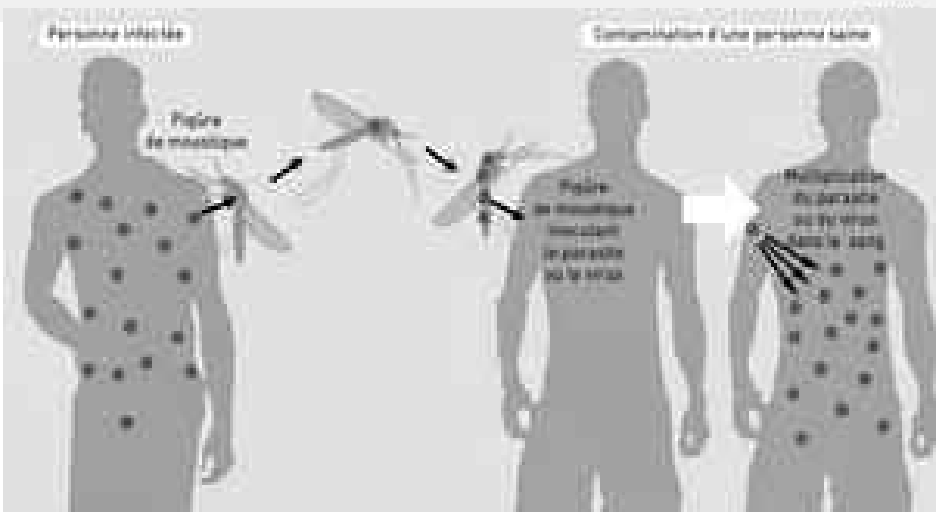
***Les antihistaminiques**

L'utilisation d'antihistaminiques est très efficace. Sous forme de crème, ils agissent en bloquants les effets de l'histamine et soulagent les démangeaisons les plus vives. Les effets des antihistaminiques (Benadryl, Réactine) commencent à se faire ressentir dans l'heure qui suit leur emploi.

***Les corticostéroïdes**

Les corticostéroïdes sont en général d'un grand confort et très efficaces contre les piqûres. Elles diminuent les conséquences de la réaction inflammatoire, c'est-à-dire à la fois les démangeaisons et le gonflement de l'œdème. L'application matin et soir permet de résorber la piqûre en deux ou trois jours. Seul hic : une ordonnance est parfois requise pour se procurer ces crèmes.





Que faire en cas de piqûre par un moustique tigre ?

*Ne paniquez pas, la piqûre est en général totalement inoffensive

*Comparez votre insecte à la description du moustique tigre sur Internet

*En cas de doute, de rougeurs ou démangeaisons importantes ou de fièvre, consultez un médecin.

Le moustique tigre est aisément reconnaissable à ses rayures nettes noires et blanches sur le corps et les pattes. Il vole et pique le jour (moustique diurne), il est petit (moins d'1 cm) et plutôt balourd.

Attention, tout moustique rayé n'est pas un moustique tigre.

Risque d'infection par la dengue ou le chikungunya

Il faut savoir que la piqûre de moustique tigre ne peut transmettre la dengue ou le chikungunya que si le moustique a préalablement piqué quelqu'un de malade. Donc tant qu'il n'y a pas d'épidémie de dengue ou de chikungunya dans votre région, il n'y a a priori pas de risque concernant ces maladies.

Quels sont les symptômes de la piqûre ?

Généralement, la piqûre de moustique peut être ressentie lorsqu'il pique (comme un brin de paille sèche) et démange comme celle du moustique commun. Chez certaines personnes, la piqûre de moustique tigre provoquent des boutons plus gros et plus rouges que la piqûre du moustique commun. Il se peut également que la piqûre démange plus.

Vous pouvez utiliser les remèdes classiques pour calmer les démangeaisons.

Dans certains cas (chez des personnes allergiques), les piqûres peuvent nécessiter un traitement à base de cortisone pour soulager les démangeaisons.

Symptômes du chikungunya ou de la dengue

Si vous avez été piqué par un moustique tigre qui était porteur du virus du chikungunya ou de la dengue, vous êtes susceptible d'être infecté par ce virus. Ces deux maladies sont caractérisées principalement par une forte fièvre brutale, ainsi que des douleurs articulaires. Elles peuvent également être accompagnées d'autres symptômes.

Comment lutter contre le moustique tigre ?

Pour lutter contre le moustique tigre, vous devez agir principalement selon deux axes : supprimer toutes les eaux stagnantes de votre environnement pour éviter sa prolifération et utilisez des répulsifs et pièges pour réduire sa population.

ORAN, NOUVEAU STADE DE LA VILLE

Le terrain prêt à accueillir les joutes de football

D'une capacité d'accueil de 40.000 places, le nouveau stade de la ville d'Oran est apte à abriter l'éventuelle rencontre amicale de la sélection algérienne des joueurs locaux (A') le 16 juin prochain.

PAR BOUZIANE MEHDI

C'est ce qu'a annoncé, mardi 25 mai, la Fédération algérienne de football (Faf) à l'*APS*.
Selon l'*APS*, ce constat a été fait à l'issue de la première visite d'inspection des lieux effectuée, lundi 24 mai, par une délégation composée de représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et de Faf.
Le chargé de communication de la Faf Salah-Bey Aboud, a souligné que la "*délégation en question, de laquelle manquait l'entraîneur de la sélection A', Madjid Bougherra, en raison de ses obligations avec le staff technique de la sélection première, a été admirative*", devant l'évolution des travaux dans ce stade qui touchent à leur fin, assurant que "*l'essentiel des équipements du stade, tels que le terrain et les vestiaires sont fin prêts et ajoutant que quelques retouches manquent encore pour que le stade soit livré avant la date de l'éventuel match amical que la sélection A' devrait jouer dans ce stade et une chose est sûre : s'il y aurait rencontre à la date prévue, c'est-à-dire le 16 juin, elle sera domiciliée dans cette enceinte*".
Salah Bey Aboud a jugé que "*l'occasion a été propice aussi pour que les* hôtes d'Oran assistent à un nouveau test du réseau d'éclairage, "*une opération effectuée avec succès*", se réjouissant au passage du fait que "*le réseau d'éclairage installé réponde parfaitement aux normes de la Fédération internationale de football*".
Une seconde visite était programmée mardi 25 mai au même stade par la délégation en question, qui devrait également tenir une séance de travail avec le wali d'Oran avant de regagner la capitale, a informé le même responsable.
La sélection algérienne A' effectuera son premier stage sous la houlette de Bougherra à partir du 12 juin prochain, a indiqué l'*APS*, annonçant que ce rassemblement sera bouclé par un match amical contre un adversaire qui reste à désigner.
Doté d'une excellente pelouse en gazon naturel, le nouveau stade connaît actuellement des travaux de pose d'une piste d'athlétisme qui sont sur le point d'être achevés, il fait partie d'un grand complexe sportif olympique composé, entre autres, d'un stade d'athlétisme de 4.200 places, d'une salle omnisports de 6.200 places et d'un centre nautique de 3 piscines, ces trois équipements devraient être livrés en septembre prochain. Devant être organisée dans ce stade, la rencontre amicale s'inscrit dans le cadre des préparatifs des poulains de Bougherra en vue notamment de la Coupe arabe de la Fifa 2021, prévue au Qatar (30 novembre-18 décembre). Elle marquera également l'inauguration de cette importante enceinte footballistique qui vient renforcer les infrastructures sportives dont dispose la capitale de l'ouest du pays.
L'entraîneur de la sélection algérienne première, Djamel Belmadi, et l'ex-Président de la Faf, Kheïreddine Zetchi, avaient, il y a quelques mois, également effectué une visite d'inspection à ce stade, ils se sont tous les deux montrés admiratifs devant cette enceinte, n'écartant pas l'éventualité de voir les Verts s'y produire à l'avenir. Implanté dans la commune de Bir el- Djir, le nouveau complexe sportif olympique abritera l'essentiel des compétitions des Jeux méditerranéens, prévus à Oran du 25 juin au 5 juillet 2022.

B. M.

OUARGLA, INCIDENTS SUR LES SITES INDUSTRIELS

Prévention, maître-mot !

L'étude des risques reste le meilleur moyen de prévenir d'éventuels incidents sur les sites industriels, ont souligné à Hassi-Messaoud les participants aux journées d'études et de formation sur "Les procédures d'approbation de l'étude des risques".
Lors de cette rencontre, initiée par la direction générale de la Protection civile (DGPC) à la base Irara de Sonatrach, les participants ont indiqué que "*l'étude des risques doit précéder la concrétisation de projets d'investissements dans le domaine industriel, en ce sens qu'elle permet de mettre en place les dispositions techniques visant à réduire les risques d'accidents et à atténuer leur impact lorsque ceux-ci surviennent*".
L'opération s'inscrit aussi dans le cadre de la politique de l'État visant à faciliter aux investisseurs l'approbation préalable de la création d'entreprises classées, ainsi qu'à permettre la délivrance du permis d'exploitation d'entreprise classée, ou à donner lieu à son gel ou retrait.
Ces journées d'études et de formation sont une occasion de distribuer aux participants une copie d'un guide renfermant toutes les informations et explications liées aux procédures d'approbation de l'étude des risques, en plus d'examiner un cas de site industriel exposé à des risques et les attitudes à adopter en pareille situation. Les institutions industrielles sont exposées à divers risques, tels que les incendies, les explosions, les produits pétroliers et les intoxications, d'où la nécessité d'examiner l'ensemble des dispositions sécuritaires et préventives à mettre en place pour réduire les risques éventuels.
La visite de terrain prévue au programme des participants à cette rencontre au niveau d'un site industriel du groupe Sonatrach à Hassi-Messaoud, devrait permettre de prendre connaissance des équipements existants et des dispositifs sécuritaires et préventifs en place pour faire face à d'éventuels risques. Ces journées d'études et de formation sur les procédures d'approbation des études de risques sont une opportunité de sensibiliser aux différents risques auxquels peuvent être confrontées les entreprises industrielles.

APS

MILA

19 opérations d'exportation effectuées en avril 2021

19 opérations d'exportation de produits agricoles et industriels vers des marchés extérieurs, ont été effectuées en avril 2021 par des exportateurs de la wilaya de Mila. La valeur des exportations effectuées a atteint les "*113.100 euros*", a précisé à l'*APS* le chargé de gestion du bureau du commerce extérieur et la promotion des marchés d'utilité publique de la direction locale du commerce, Mouloud Saâyoud, faisant état, dans ce cadre, de "*l'exportation de produits alimentaires divers et de produits agricole comme l'ail, les dattes, le blé, l'huile d'olive, les fibres de polyester et le ciment*". Ces produits ont été exportés depuis Mila vers plusieurs marchés extérieurs, dont de nouveaux marchés qui accueillent, pour la première fois, des produits issus de cette wilaya, notamment l'Italie, la France, la Roumanie, le Mali, les Émirats arabe unis, les États-Unis d'Amérique et le Luxembourg.
La valeur des exportations effectuées en avril 2021 vient s'ajouter à celle des exportations réalisées par la wilaya durant le premier trimestre de la même année, estimée à 302.793 euros, provenant de 8 opérations d'exportation d'escargot, d'ail, d'oignon sauvage, de dattes, de fibres de polyester et de pomme de terre, vers plusieurs marchés étrangers.
Ces opérations reflètent une dynamique des exportations hors-hydrocarbures comparativement à l'année 2020, marquée par un recul des exportations suite aux répercussions de la crise sanitaire occasionnée par la Covid-19.
La dynamique du volume des exportations enregistrée en 2021 est le fruit de plusieurs facteurs dont l'ouverture de nouveaux marchés dans plusieurs pays, comme les Émirats arabe unis et le Royaume-Uni en plus de la diversification des produits exportés.

EL-OUED

Exportation de 23,6 tonnes de pastèques vers la France

23,6 tonnes de pastèques et de melons, destinées à l'exportation, ont été envoyés de la wilaya d'El-Oued vers la France via le port de Skikda.
La cargaison a été acheminée par route depuis l'unité Frigomedit de Trifaoui, dans un container, avec son expédition via le port de Skikda vers la France.
La cargaison est constituée de 19,2 tonnes de pastèques, 2,4 tonnes de melons et 2 tonnes de cantaloups.
L'opération intervient dans le cadre du programme arrêté par la chambre agricole locale, en coordination avec les opérateurs économiques, pour booster l'exportation de produits agricoles locaux et conquérir des marchés extérieurs, dans le sillage de la diversification de l'économie nationale.
Elle résulte également de la mise en place de canaux de communication directe entre le producteur et l'opérateur économique exportateur.
Quelque 25 tonnes de pastèques et melons seront expédiées de façon hebdomadaire depuis la wilaya d'El-Oued, dans une démarche ciblant prochainement d'autres marchés, maghrébins, arabes et européens.

APS

ÉGYPTE

Tractations pour une trêve durable entre Israël et le Hamas

L'Egypte a entamé une intense activité visant à réaliser une trêve durable entre Palestiniens et Israéliens. Pendant que le ministre des Affaires étrangères recevait son homologue israélien, le chef des services de renseignements rencontrait le Premier ministre et le ministre de la défense israéliens ainsi que le chef de l'autorité palestinienne.

La consolidation du cessez-le-feu, instauré le 21 mai, était au centre des préoccupations ce dimanche 31 mai. Abbas Kamel, le chef du renseignement égyptien, a d'abord rencontré Benyamin Netanyahu. Avec le Premier ministre israélien, ils ont évoqué la question des otages israéliens détenus à Ghaza. C'est la principale demande de l'État hébreu dans toute négociation future avec le Hamas.

Ils ont ensuite parlé "*des moyens d'empêcher le Hamas de se servir des fonds alloués à la population de Ghaza pour la reconstruction de l'enclave côtière*". Comme l'a évoqué Benyamin Netanyahu et le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken. Puis le chef des renseignements égyptien s'est rendu à Ramallah où il a été reçu par Mahmoud Abbas. Abbas Kamel a discuté d'apaisement global à Jérusalem, en Cisjordanie occupée et dans la bande de Ghaza. Tous les deux ont évoqué la reconstruction de Ghaza, enclave côtière sous blocus israélien et égyptien, et parle de l'unité, celle des factions palestiniennes, Fatah et Hamas, comme horizon politique nécessaire pour une meilleure sécurité et stabilité dans la région.

Plus tôt cette semaine, Yahya Sinwar, le chef du Hamas, avait rappelé que l'Égypte avait un rôle à jouer dans la consolidation du cessez-le-feu. Selon des sources égyptiennes, le chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, est lui, attendu en Égypte dans les prochains jours.

Mais ce dimanche, c'est le ministre israélien des Affaires étrangères qui s'est rendu au Caire à l'invitation de son homologue égyptien Sameh Choucri. C'est la première visite en Égypte d'un chef de la diplomatie israélienne depuis 13 ans.

Gabi Ashkenazi a a indiqué avoir discuté du renforcement de la coopération économique avec "*un important allié régional impliqué dans le maintien de la sécurité, de la stabilité et de la paix*".

Au sujet du Hamas, tout comme l'a évoqué Netanyahu avec la délégation égyptienne, il a estimé "*nécessaire d'agir pour empêcher un renforcement des éléments extrémistes et d'assurer le retour des Israéliens détenus ou prisonniers du mouvement islamiste palestinien*".

L'Egypte a conçu un plan ambitieux. D'abord obtenir d'Israël l'arrêt de toute provocation à l'égard des Palestiniens et procéder à un échange de prisonniers. Parallèlement il a été convenu de réunir au Caire les Frères ennemis du Fatah et du Hamas ainsi que les autres factions pour surmonter les divisions. L'Égypte espère, avec un soutien américain, remettre le processus de paix palestino-israélien sur les rails en vue de parvenir à une solution à deux États.

NIGERIA

Des élèves enlevés dans une école coranique

Alors qu'une série d'enlèvements a été signalée ces derniers temps dans le nord du Nigeria, un nouveau cas de kidnapping a eu lieu le 30 mai.

Des ravisseurs ont enlevé des étudiants lors d'une attaque contre une école de l'État de Niger dans l'ouest du Nigeria, a annoncé dimanche le gouvernement de l'État. Des groupes armés procédant à des enlèvements contre rançons ont mené une série de raids contre des écoles et des universités du nord du Nigeria ces derniers mois, enlevant plus de 700 étudiants depuis décembre. "*Il y a eu un enlèvement dans une école islamique de Tegina. Mais nous n'avons pas encore déterminé le nombre d'étudiants enlevés*", a déclaré à Reuters Mary Noel Berje, attachée de presse en chef du gouverneur de l'État de Niger. Selon le journal local *Vanguard*, 200 élèves auraient été kidnappés. Samedi, 14 étudiants ont été libérés après avoir été enlevés le mois dernier dans une université de l'État voisin de Kaduna.

L'enlèvement contre rançon est devenu courant ces dernières années dans de nombreuses régions du Nigeria.

COLOMBIE

Les Nations unies demandent une enquête sur les violences

13 personnes ont été tuées, vendredi 28 mai, dans la ville de Cali, un mois jour pour jour après le début de la mobilisation sociale. Le déploiement de l'armée dans plusieurs villes de Colombie, qui a démarré dimanche 30 mai, inquiète également la communauté internationale. De plus, les négociations semblent dans l'impasse.

La demande de Michelle Bachelet, la haute-commissaire aux droits de l'Homme, a été formulée dimanche 30 mai, après une nouvelle vague de violences. "*Il est essentiel que tous ceux qui pourraient être impliqués [dans ces violences] ayant causé des blessures ou la mort, dont des responsables officiels, fassent l'objet d'enquêtes rapides, efficaces, indépendantes, impartiales et transparentes et que des comptes soient demandés aux responsables*", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Les manifestants dénoncent effectivement la violence de la répression, la responsabilité des autorités et de nombreuses violations des droits de l'Homme, comme l'indique José Miguel Vivanco, directeur pour les Amériques de Human Rights Watch (HRW) : "*Nous sommes en mesure de confirmer la présence de civils armés, tirant avec des armes à feu, aux côtés de policiers en uniformes, comme s'il s'agissait d'opérations conjointes, ce qui est strictement interdit dans le cadre du maintien de l'ordre public, sauf en cas de circonstances absolument exceptionnelles. Ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'intimider ou de réprimer des manifestants qui défilent dans les rues.*" Recourir aux armes à feu avec des policiers en uniformes et des civils armés, cela "*représente évidemment un abus grave et c'est ce qui est train de se produire aujourd'hui en Colombie*", lance encore José Miguel Vivanco. Il "*ne s'agit pas seulement des derniers faits révélés, cela s'est également produit par le passé. Nous avons documenté tous ces abus et nous avons alerté les autorités. Mais eux font comme si ce sujet n'existait pas. Selon moi, les preuves, qu'il s'agisse de vidéos ou de photos, sont accablantes et démontrent qu'il y a des civils qui disposent d'autorisations de port d'arme et pour tirer sur ceux qui manifestent dans les rues*", affirme-t-il.

Les photos et les vidéos des violences policières font, depuis un mois, le tour du monde.

Agences

HONG KONG

47 militants pro-démocratie jugés pour avoir organisé des primaires

Le procès de la quasi-totalité des personnalités politiques d'opposition s'est ouvert lundi 31 mai à Hong Kong. Ils sont accusés de subversion, l'un des quatre crimes définis par la nouvelle loi de sécurité nationale, pour leur rôle dans des primaires non officielles en juillet 2020.

Ceux dont on parle aujourd'hui en disant "les 47" et qui se retrouvent dans le box des accusés sous la nouvelle loi draconienne dite de "*sécurité nationale*" avaient été arrêtés une première fois à l'aube et à leur domicile début janvier dans une rafle coordonnée de la police qui avait choqué par son style, plus approprié à l'interception de gangsters qu'à des femmes et des hommes qui depuis des décennies pour la plupart sont des figures connues et respectées de la vie publique et politique.

Relaxés au bout de 48 heures, ils avaient à nouveau été interpellés en février, mais cette fois-ci ils avaient pour la plupart été maintenus en garde à vue qui s'est transformée en détention provisoire depuis.

Ils sont accusés de complot en vue de subversion, un crime passible de prison à perpétuité, pour l'organisation et la participation à des primaires en juillet 2020.

Ces primaires se sont déroulées dans un ordre parfait même si leur but était, comme n'importe quelle primaire, d'optimiser les résultats du camp pro-démocratie aux élections législatives qui devaient avoir lieu deux mois plus tard et qui ont depuis été suspendues.

Agences

DEUXIÈME COUP DE FORCE AU MALI

Assimi Goïta veut un pouvoir sans partage

Une certitude au Mali : l'homme fort du moment s'appelle Assimi Goïta. Lorsque la délégation de la médiation l'a rencontré, mercredi 26 mai dans ses bureaux, il a clairement laissé entendre que, jusqu'à nouvel ordre, il prenait les choses en main...

Le colonel Assimi Goïta ambitionne d'être au centre de la transition. Il a pour cela décapité le cabinet du Président démissionnaire. Un décret signé de sa main limoge les principaux collaborateurs de l'ancien Président de transition Bah N'Daw.
Parmi les décrets de nomination abrogés, celui du secrétaire général du palais, du chef d'état-major particulier, ainsi que celui du conseiller diplomatique de la présidence.
Vendredi 28 mai, il a convoqué, pour un échange, les partis politiques et la société civile malienne. L'objectif étant d'expliquer la nouvelle situation dans laquelle se trouve le pays et de se projeter dans l'avenir. Mais l'homme, qui a fait deux coups de force en neuf mois, veut probablement aussi profiter de l'occasion pour élargir sa base de partisans.

Des arrestations menées par les hommes du colonel Goïta

On en sait, par ailleurs, plus sur les conditions des arrestations de Bah N'Daw et de son Premier ministre Moctar Ouane. Le Président de transition a été le premier arrêté. Ensuite, les hommes du colonel Assimi Goïta, qui menaient l'opération, se sont arrêtés chez le Premier ministre Moctar Ouane. Les deux têtes de l'exécutif sont dans le même convoi qui prend la direction de la ville de garnison de Kati. Bah N'Daw et Moctar Ouane sont alors tout de suite séparés et leurs téléphones confisqués. Les deux hommes n'ont pas subi de traitements physiques dégradants, pas de brimade. Mercredi 26 mai dans la matinée, veille de leur libération, intervenue dans la nuit de mercredi à jeudi, lorsqu'une délégation internationale devait aller leur rendre visite. Le Président Bah N'Daw avait cependant déjà signé la lettre de démission.

Que peut désormais faire le chef de la junte militaire ?

Lorsque la délégation de la médiation a rencontré, mercredi 26 mai dans ses bureaux, Assimi Goïta a clairement laissé entendre que, jusqu'à nouvel ordre, il prenait les choses en maindu moment que le Président de transition Bah N'Daw a démissionné, ainsi que le Premier ministre Moctar Ouane.
Mais il lui faut des alliés, et il a déjà tâté le terrain. À la délégation des médiateurs, le chef de la junte n'a pas caché qu'il entend gouverner notamment avec le M5-RFP, mouvement composé de partis et d'associations ayant tous contribué à la chute de l'ancien Président, Ibrahim Boubacar Keïta.
Le colonel Goïta a déjà reçu des responsables du M5. Mais une frange de ce mouvement condamne le coup de force et n'entend pas travailler avec lui, pour le moment en tout cas. Plusieurs autres partis politiques sont sur la même ligne. Le coup de force est également dénoncé par des associations de défense des droits de l'Homme. Assimi Goïta doit également faire face aux sanctions internationales. Les États-Unis, par exemple, ont déjà arrêté leur coopération militaire.
À New-York le Conseil de sécurité de l'Onu s'est réuni en urgence, à la demande de la France et du groupe A3. Dans une déclaration, il a condamné l'éviction des autorités de transition – sans pour autant proposer de sanctions. Les diplomates ont aussi exhorté les forces militaires à retourner dans leurs casernes "*sans délai*", avant de déclarer qu'"*imposer un changement de direction de la transition par la force, y compris par des démissions forcées, était inacceptable*".
Le Conseil a réclamé une "*reprise immédiate*" de la transition menée par les civils au Mali : il n'est pas question pour lui de retarder le délai de 18 mois fixé pour l'organisation de nouvelles élections. Et il a réitéré son soutien aux organisations régionales dans leur règlement de cette crise qui a débuté en août dernier, un sommet extraordinaire de la Cédéao pourrait d'ailleurs être convoqué prochainement. Toutefois, les diplomates du Conseil de sécurité n'ont pas réussi à s'entendre sur d'éventuelles mesures de rétorsion contre les militaires emmenés par Assimi Goïta.
La vie continue toutefois pour les Bamakois. Commerces, services et écoles fonctionnent même si les populations craignent d'être affectées par cette crise politico-institutionnelle.
Pour tenter de rassurer les populations, le ministère de la Sécurité a d'ailleurs démenti, dans un communiqué publié hier, les rumeurs faisant état d'un couvre-feu et de la fermeture des frontières terrestres et aériennes du pays.

Emmanuel Macron menace de retirer les militaires français

Emmanuel Macron a affirmé que la France retirerait ses troupes si le Mali allait "*dans le sens*" d'un islamisme radical, dans un entretien au *JDD* publié dimanche 30 mai, après un deuxième coup d'état en neuf mois dans ce pays. Paris, comme l'UE, a dénoncé mardi un "*coup d'État inacceptable*" après l'arrestation du Président Bah N'Daw et du Premier ministre Moctar Ouane décidée par l'homme fort du pays, le colonel Assimi Goïta. Les dirigeants ouest-africains se réunissent pour trancher la question épineuse de leur réponse à ce nouveau putsch des militaires maliens.
"*Au Président malien Bah N'Daw, qui était très rigoureux sur l'étanchéité entre le pouvoir et les jihadistes, j'avais dit : 'L'islamisme radical au Mali avec nos soldats sur place ? Jamais de la vie ! Il y a aujourd'hui cette tentation au Mali. Mais si cela va dans ce sens, je me retirerai*", a mis en garde le Président français. La France, avec environ 5.100 hommes au sein de la force Barkhane, soutient le Mali qui fait face depuis 2012 à une poussée jihadiste partie du Nord, ayant plongé le pays dans une crise sécuritaire avant de s'étendre au centre du pays.
Le chef d'Etat français affirme avoir "*passé le message*" aux dirigeants d'Afrique de l'Ouest qu'il "*ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition*".

La CEDEAO suspend le Mali jusqu'à la restauration d'un régime démocratique

Les dirigeants de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont suspendu le Mali du bloc sous-régional jusqu'à la restauration d'un régime démocratique dans ce pays, a annoncé Shirley Ayorkor Botchway, cheffe du conseil des ministres de l'organisation.
S'adressant à la presse au nom des chefs d'État après leur sommet extraordinaire d'une journée au Ghana, elle a indiqué que le Mali a pour tâche de respecter le calendrier de transition et de rétablir un régime démocratique avant février 2022.
"*Les chefs d'État ont décidé, conformément au traité de démocratie et de bonne gouvernance, de suspendre le Mali de la Cedeao avec effet immédiat*", a dit Mme Botchway. Par ailleurs, a-t-elle poursuivi, la "*direction du bloc sous-régional travaillera avec le Mali pour s'assurer que la transition reste en bonne voie vers l'objectif final de ramener le pays au régime démocratique d'ici février 2022*".
Mme Botchway, qui est également ministre ghanéenne des Affaires étrangères, a précisé que les chefs d'État ont aussi demandé que, "*dans les prochains jours, le Mali devrait désigner un Premier ministre civil pour guider le processus de transition*".
Ils demandent aussi à la communauté internationale de continuer de dialoguer avec le Mali "*pour s'assurer qu'il ne fasse pas dérailler le processus de transition*". Le coup d'État au Mali est quelque chose que la "*Cedeao désapprouve parce qu'il a des répercussions sur le reste de l'Afrique de l'Ouest*", a-t-elle ajouté.
Ce sommet extraordinaire a été convoqué par le Président ghanéen Nana Akufo-Addo, qui exerce la présidence tournante de la Cedeao, pour prendre une décision sur l'impasse au sein du gouvernement de transition malien.

Agences

FOOTBALL, CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

Après la violence dans les stades... le racisme !

Dimanche soir, la JS Saoura recevait le NC Magra dans le cadre de la 24e journée du championnat de Ligue 1 de football. Un rendez-vous qui a marqué cette journée, non pas sportivement, mais par un acte de racisme sur le joueur nigérien Boubacar Haïnikoye Soumaïna.

PAR MOURAD SALHI

Le racisme dans le football en général n'est pas un phénomène nouveau mais s'expose de plus en plus au grand jour. Des scènes de violence et de racisme, qui se répètent presque chaque week-end dans les stades. Les actes de racisme dont a fait l'objet le joueur du NC Magra, le Nigérian Boubacar Haïnikoye Soumaïna dimanche, constitue la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Un acte qui a même fait réagir la haute instance du football national, à sa tête le nouveau président Amara Charaf-Eddine.

"*Ancien premier dirigeant du CRB et actuel président de la Faf, je suis profondément indigné par ce nouveau fait raciste, survenu dans l'un de nos stades, et je le condamne de manière claire et avec une extrême vigueur*", a-t-il indiqué.

Profondément touché dans son amour-propre par ces propos racistes, le joueur a condamné cet acte désolant, sur sa page *Facebook*. "*À tous les supporters qui s'en sont pris à moi lors du match contre la JS Saoura pour la couleur de ma peau, je leur dit que vous êtes une source supplémentaire de motivation pour moi*.

Depuis que je suis dans ce beau pays qu'est l'Algérie, c'est la première fois que j'entends des propos racistes, sachant que j'ai fait tous les stades du pays. Je dis bien à ces supporters que le racisme n'a pas sa place dans le football algérien".

Le joueur "*a sillonné tous les stades d'Algérie, dans lesquels il a rencontré de belles personnes, qui lui ont témoigné amour et soutien à chaque fois. Mais cette nouvelle expression de l'abomination raciste autour d'une aire de jeu est une manifestation ségrégationniste de trop envers un exemple d'éducation et de sérieux par excellence*", lit-on dans le communiqué de la Faf. Devant ces actes désolants, le premier responsable de la Faf a appelé "*les pouvoirs publics à appliquer, avec la célérité et la rigueur nécessaires, les dispositions de cette loi relatives à toutes les manifestations du racisme et de la haine dans les stades*". Une loi criminalisant toute forme de racisme et tout discours de haine a été promulguée au mois d'avril dernier sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce dernier avait même insisté sur la nécessité de mettre en place un observatoire national de la prévention, de la discrimination et du discours de la haine. De son côté, la Fédération algérienne de football est appelée à mener des actions propres à elle en matière de sensibilisation et de lutte contre ce fléau de racisme à travers les stades en Algérie. Une campagne sera lancée par la Faf sous le slogan : "*Non au racisme ! Faisons tous barrage à la haine et à la discrimination !*".

Les spécialistes en la matière sont unanimes à dire que l'Algérie est une terre d'accueil ancestrale, de fraternité et de solidarité. Certes, ajoute la même source, le "*racisme n'a pas pris d'ampleur dans notre pays par rapport aux pays occidentaux, mais les consciences sont d'ores et déjà interpellées*".

Les responsables de clubs, toutes catégories confondues, sont appelés également à y participer pour mettre un terme à ce phénomène, avant qu'il prenne de l'ampleur.

M. S.

VIOLENCE DANS LES STADES

La Faf appelle à "plus de fermeté" dans l'organisation des rencontres

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (Faf), réuni lundi à Alger, a appelé à "*plus de fermeté*" dans l'organisation et la gestion des matchs, tout en dénonçant "*la violence dans les stades et la recrudescence des actes liés à ce fléau lors de plusieurs rencontres, notamment dans les championnats amateurs*".

"*Devant ce phénomène récurrent, et en prévision de la fin de l'actuelle saison 2020-2021, le bureau fédéral a appelé les différents acteurs du football à davantage de fermeté dans l'organisation et la gestion des rencontres, notamment le respect du nombre de personnes autorisées à pénétrer au niveau des stades*", a indiqué la Faf dans un communiqué publié sur son site officiel.

Plusieurs matchs ont été émaillés d'incidents, notamment en Ligue 2 amateurs, dont le dernier en date a mis aux prises le MCB Oued Sly et la JSM Tiaret (2-1), le 23 mai à Chlef, pour le compte de la 17e journée du championnat (groupe Ouest).

Pour faire face à ce fléau, la Faf a appelé à "*l'application stricte de la réglementation en vigueur contre tous les dépassements avec un alourdissement des sanctions à l'encontre des auteurs de graves faits de violence et autres récidivistes*", tout en s'engageant à réviser et réadapter "*l'arsenal réglementaire et juridique pour endiguer la violence dans et autour des stades de football*"

Enfin, le bureau fédéral de la Faf a exhorté les différents acteurs de football "*à renforcer le travail et la coordination avec les services de sécurité (DGSN, Gendarmerie nationale) et les officiers de sécurité des clubs pour une intervention diligente et efficiente sur le terrain*", tout en poursuivant "*le travail de sensibilisation contre la violence pour la promotion du fair-play, en utilisant tous les moyens dont disposent les acteurs du football et leurs partenaires ainsi que tous les supports médiatiques*", conclut le communiqué.

APS

COMMISSION MEDICALE DE LA FAF

Zerguini nouveau président

Le docteur Yacine Zerguini a été désigné à la tête de la commission médicale fédérale de la Fédération algérienne de football (Faf), en remplacement de Djamel-Eddine Damerdji, a annoncé la Faf lundi dans un communiqué.

La décision a été prise lors de la réunion mensuelle statutaire du bureau fédéral, tenue ce lundi au siège de la Faf à Dely-Brahim, précise la même source sur son site officiel. Le président de la Faf, Charaf-Eddine Amara "*a saisi cette occasion pour adresser ses remerciements les plus sincères au docteur Djamel-Eddine Damerdji qui demeure toujours médecin fédéral de la Faf, pour tous les efforts qu'il consent pour la bonne gestion de cette structure*". Pour rappel, le docteur Yacine Zerguini (67 ans), spécialisé dans la traumatologie du sport, est membre de la Commission médicale de la Fédération internationale (Fifa), et ancien membre de la même commission à la Confédération africaine (Caf).

EQUIPE NATIONALE A'

Algérie-Burundi le16 juin au nouveau stade d'Oran

La Fédération algérienne de football (Faf) informe que la sélection nationale des joueurs locaux affrontera son homologue du Burundi le mercredi 16 juin 2021 (à 20h45) au nouveau stade olympique d'Oran.

Le stage, sous la conduite du sélectionneur national Madjid Bougherra, débutera le samedi 13 juin au centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa, avec les tests PCR pour les joueurs et les membres des différents staffs puis une première séance d'entraînement en fin d'après-midi.

Le départ pour la ville d'Oran est prévu le mardi 15 juin dans la matinée avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El-Bahia.

La liste des joueurs qui seront convoqués par M. Bougherra sera publiée ultérieurement. Pour rappel, ce premier regroupement des joueurs locaux s'inscrit dans le cadre de la préparation de la sélection nationale en prévision de la Coupe arabe des nations de la Fifa Qatar 2021 qui aura lieu en décembre prochain.

ENQUÊTES CRIMINELLES

21h00 W9

Enquêtes criminelles poursuit son travail d'investigation dans les méandres du passé, avec toujours plus de faits divers marquants et d'enquêtes inédites. En novembre 2016, Pascal Nawrocki, 29 ans, prévoit de passer une soirée en amoureux avec sa compagne, Laura. Vers 22h, il sort pour comprendre la raison de l'agitation de leur chien. Un coup de feu éclate et Pascal est retrouvé mort.

BEN-HUR

21h00 C8

26 ans se sont écoulés lorsque le tribun Messala revient à Jérusalem, où il a passé sa jeunesse, pour prendre la tête de la garnison romaine. Son ami d'enfance, le prince juif Judas Ben-Hur vient aussitôt lui rendre visite et ils boivent une coupe de vin pour sceller ces retrouvailles après avoir testé leur adresse au lancer du javelot. Puis Juda emmène Messala au sein de sa famille.

NINA LE POIDS DES SOUVENIRS

21h00 2

Un mois est passé depuis le décès d'Hugo qui n'a pas survécu à son malaise. Bien que soutenue par Costa, Nina ne parvient pas à faire son deuil et à envisager l'avenir seule avec son enfant. La rencontre avec Barbara Carron, une patiente atteinte du syndrome de Diogène suite au décès de son mari, va lui permettre de surmonter cette épreuve.

DES RACINES ET DES AILES

21h00 3

En Provence, de nombreux hommes et de nombreux femmes valorisent le patrimoine et l'identité de leur région grâce à leur savoir-faire et leur talent. Ainsi, Philippe Allée, un ingénieur du patrimoine est chargé d'un chantier d'envergure.

LA SELECTION DU MIDI LIBRE

AMIN

21h00 arte

Amin, émigré sénégalais, gagne sa vie en France sur des chantiers dans des conditions à la limite de la légalité. Au foyer de travailleurs immigrés, il tente de trouver du réconfort alors qu'il vit loin de sa famille. Quand il rentre au Sénégal, il revient avec des cadeaux plein sa valise et des billets plein ses chaussettes, pour échapper à la douane.

TOUS ENSEMBLE POUR LA MUSIQUE

21h00 4

Les plus grands artistes et les jeunes talents de la chanson française et internationale sont réunis le temps d'une soirée exceptionnelle, en direct de l'Accor Arena, pour une "Fête de la musique" hors du commun, en association avec les télévisions et radios francophones : Belgique, Suisse et Canada. Un spectacle unique de plus de trois heures, grâce à un dispositif technique d'ampleur.

TOP CHEF

21h00 M6

Les demi-finales de Top Chef se poursuivent. Les 3 demi-finalistes s'affrontent lors d'une ultime épreuve pour tenter de décrocher leur place pour la finale du concours. Un candidat imagine sa propre épreuve et l'impose à ses adversaires. L'objectif ? Être suffisamment stratégique pour être imbattable sur son propre terrain et empêcher ses concurrents de marquer des points.

FRANCE / PAYS DE GALLES

21h00 TF1

À quelques jours du coup d'envoi de l'UEFA Euro 2020, l'Equipe de France affronte le Pays de Galles, le 2 juin à l'Allianz Riviera de Nice. Pour leur premier match à domicile depuis 2 ans ailleurs qu'au Stade de France, les Bleus affrontent dans le cadre de la préparation à l'UEFA Euro 2020, les Gallois emmenés par Gareth BALE, surprenants demi-finalistes de l'Euro 2016.

MIDI Libre
Quotidien national d'information

Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax :
023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax :
023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités
s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA **Diffusion :** Midi Libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

MIDI Libre
Quotidien national d'information
N° 4271 | Mercredi 2 juin 2021

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	03:41
Dohr	12:46
Asr	16:37
Maghreb	20:05
Icha	21:44

CONFÉRENCE DE PRESSE DE DJAMEL BELMADI

"LES TROIS MATCHS AMICAUX SONT TRÈS IMPORTANTS"

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a qualifié "*d'importants*" les trois matchs amicaux face respectivement à la Mauritanie, le Mali et la Tunisie, pour les prochaines échéances, dont les éliminatoires de la Coupe du monde 2022.

"*Nous avons des défauts, nous ne sommes pas infaillibles. Ces matchs amicaux servent à progresser, améliorer les automatismes, intégrer de nouveaux joueurs, on pense au classement Fifa aussi. J'ai tout ça en tête. Nous avons très bien étudié ces matches, ces équipes. Ces trois matchs sont très importants pour nous*", a indiqué le sélectionneur national, hier, lors de sa conférence de presse tenue au centre technique de Sidi-Moussa.

"*Je ne connais pas les matchs amicaux à ce niveau, il existe des matchs de préparation. Quand on joue un match, il y a toujours des objectifs à faire valoir. Quand on a cette opportunité, on doit en profiter pour plusieurs raisons, dont le classement Fifa. Nous voulons rester aussi dans le Top 5 en vue d'un éventuel barrage pour la Coupe du monde. Ça devrait normalement nous aider même s'il faut être ingénieur en aérospatial pour comprendre le classement Fifa !*", a expliqué le selectionneur national.

Pour le technicien algérien, le choix de ces trois adversaires s'est fait sur la base de plusieurs paramètres. "*La Mauritanie est une équipe en perpétuelle progression, avec de bons résultats récents. Cette équipe est meilleure que le Djibouti que nous allons affronter au mois de septembre prochain. Elle va certainement nous poser des problèmes. Pour le Mali, je dirai que c'est une équipe qui a un gros potentiel. Elle est classée actuellement 9e au classement Fifa, ce n'est pas un hasard. Une bonne école du football respectable qui continue de former de bons joueurs, avec plus de 30 joueurs en Europe. Je ne serai pas étonné qu'ils soient au sommet dans quelques années. Elle est meilleure que le Burkina-Faso. Le match contre la Tunisie ne sera pas facile. C'est une équipe difficile à manœuvrer. Mondialiste et demi-finaliste lors de la dernière Coupe d'Afrique. C'est une équipe très intéressante aussi qui va nous poser des problèmes, mais qui va nous permettre aussi de progresser*", a-t-il expliqué.

"La liste : je ne fais pas de cadeau !"

Concernant la liste des 30 joueurs retenus pour ce stage et ses trois matchs amicaux, le sélectionneur national confirme qu'il ne fait jamais de cadeau. Pour lui, chaque joueur sélectionné sait pertinemment qu'il a la possibilité d'être jugé. "*Ce n'est pas parce qu'ils sont champions d'Afrique qu'ils sont là, c'est parce qu'ils sont sur 24 matches sans défaite. Je ne vais pas tout chambouler, il faudra être prêt d'entrée pour les qualifications en Coupe du monde 2022. Je ne fais pas de cadeau*", a indiqué Djamel Belmadi.

Et d'expliquer : "*Un joueur comme Youcef Atal est un joueur de haut niveau. Il a fait des entraînements de grande qualité avec nous ces derniers jours et je l'ai rarement vu à ce niveau là, il met beaucoup d'envie. Boudaoui, c'est très intéressant ce qu'il a fait pendant la saison. Il a été arrêté dans son élan même en sélection. Il va avoir la possibilité de jouer, il n'a qu'à en profiter pour retrouver sa place.*

Les joueurs en fin de cycle, M'bolhi ou autres, sont déterminés à rester du moment qu'ils sont performants et nous permettent de gagner des matchs. Si ce sont les meilleurs, ils le sont, pas de problème d'âge dans le football. Il y a vouloir et pouvoir. Je ne vais pas ramener un jeune parce qu'il est jeune mais rater la qualification ensuite ! Je ne prépare pas forcément le futur, je suis là pour gagner. Si je perds, il n'y a plus de futur. Slimani, j'ai une estime particulière pour lui. J'ai toujours eu une petite attirance pour les joueurs qui ont ce supplément d'âme comme Islam Slimani. Idem pour Brahimi qui est victime de la concurrence.

Brahimi est un joueur que j'apprécie humainement. Il est soumis à la concurrence comme tout le monde, malgré son passé récent brillant. On aime beaucoup ce joueur-là. Tout dépend de ses performances. Mais je ne mets pas une croix sur ce joueur. Adlène Guedioura, il aura encore beaucoup de service à rendre à l'équipe ", a-t-il expliqué.

Pour certains joueurs locaux qui sortent du lot, à l'image de Sayoud (CRB) et Messaoudi (JSS), l'entraîneur confirme qu'ils sont aussi victimes de la concurrence. "*Un Sayoud est en concurrence avec un Boulaya qui est lui aussi en difficulté. Il n'a que trois sélection. Il faut chercher la sélection d'abord, puis essayer de s'accrocher. Pour le joueur de Saoura, il prendra la place de Delort, Slimani, Bounedjah.*

Pour Ahmed Touba, permettez-moi de ne pas entrer dans ces rumeurs. Je ne suis pas un entraîneur de rumeurs. Le joueur est là, est venu avec de l'envie. Il ne peut pas réagir à tout ce que la presse peut dire. Le coach de la Belgique a dit que c'était un bon joueur? Tant mieux pour nous ! ", a déclaré le sélectionneur national.

"J'ai raté toutes les séances d'entraînement parce que j'étais dans des endroits où je ne devais pas être..."

Revenant sur la période de transition au sein du bureau fédéral, le sélectionneur national était dans tous ses états dévoile des faits très graves impliquant des candidats et journalistes. Belmadi confirme que cela a perturbé son travail. "*J'ai communiqué parce que mon stage a été perturbé. Je n'ai pas à parler de ma rencontre avec le Président Tebboune.*

Entre la Zambie et le Botswana, j'ai quasiment raté toutes les séances d'entraînement parce que j'étais dans des endroits où je ne devais pas être. J'ai fait des choses qui n'étaient pas dans mon rôle mais je l'ai fait pour le bien de l'EN. Des candidats à la candidature se sont permis de m'appeler. Ils disent venir avec des - gens importants et de haut lieu -. Je n'aime pas ce langage-là. Ils veulent être élus en te rencontrant sous la table, mais que veulent-ils de moi? Vouloir voir un coach sous la table avant des élections, pour avoir des avantages. C'est de la corruption non ? Dans l'Algérie nouvelle, c'est fini non ? Ces gens m'entendent. Qu'ils osent dire qu'ils n'ont pas fait ça !

Il y a eu une situation de colère après le stage. Le dernier stage a été chaotique… je ne veux pas qu'on cite ou qu'on associe mon nom à certains événements. J'ai parlé deux fois des élections à la présidence de la Faf . J'ai dit qu'on allait juger le programme et le mandat de Zetchi. Je ne soutiens personne. Mon travail, c'est le football.

M. S.

BILAN DU CORANA EN ALGÉRIE

305 nouveaux cas et 8 décès en 24 heures

Le bilan des contaminations au coronavirus, annoncé hier, fait état d'une importante hausse dépassant la barre des 300 cas.

Le Comité scientifique chargé de suivi de l'évolution de l'épidémie a fait en effet état de 305 nouvelles contaminations contre 288 durant la journée d'avant-hier lundi.

Selon la même source, le nombre de nouveaux cas rétablis de la maladie est de 218 nouvelles guérisons, contre 214 cas recensés hier. Pour les victimes du coronavirus, 8 nouveaux décès ont été déplorés contre 7 au bilan d'hier samedi. 23 patients se trouvent en soins intensifs.

Ainsi, le total des cas confirmés de coronavirus s'élève à 129.318, celui des décès à 3.480 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 90.057 cas.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

24 décès et 1.639 blessés en une semaine

L'hécatombe se poursuit sur nos routes. En seulement une semaine, 24 personnes sont décédées et 1.639 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, a indiqué hier, un bilan de la Protection civile établi entre le 23 et le 29 mai.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Alger avec 3 personnes décédées et 165 autres blessées.